

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2651 - MARDI 5 JUILLET 2016

ENJEU DE L'HEURE

L'opposition pro-dialogue appelle à la tenue immédiate du forum



En réunion le 29 juin à Kinshasa, les membres de ce nouveau regroupement politique exhortent les forces politiques et sociales encore hésitantes à avoir un sursaut de patriotisme pour hâter le démarrage du Dialogue politique national et inclusif. Réaffirmant solennellement leur en-

gagement à participer pleinement aux travaux du Comité préparatoire et à ceux du Dialogue proprement dit, ils ont appelé à la tenue immédiate de ces assises censées se cristalliser autour des questions relatives au renouvellement du fichier électoral, au calendrier électoral, au budget des

Les membres de l'opposition pro dialogue en concertation élections et à la décrispation du climat politique.

Pour ce regroupement politique, ce dialogue politique devra accoucher d'un Pacte républicain qui permettra de remettre le processus électoral sur les rails sans énerver la Constitution.

Page 12

VIOLENCES SEXUELLES BASÉES SUR LE GENRE

La Lizadeel exhorte les prestataires judiciaires à appliquer la loi

La Ligue de la zone Afrique de défense des droits des enfants et élèves (Lizadeel) a, dans un récent communiqué, demandé aux prestataires judiciaires de respecter et d'appliquer la loi dans toute sa rigueur, en vue de décourager les auteurs des violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) surtout à l'encontre des mineurs. En fait, la Ligue a émis le constat de la recrudescence de ces types des violences, particulièrement à Kinshasa.

Retenons que la Lizadeel est une organisation des hommes et femmes déterminés à aider les personnes vulnérables telles que les veuves et orphelins déshéri-



tés, des femmes et enfants violés, dans un monde où la violence fait

rage, et où le chaos moral règne au quotidien. Page 14

VIE POLITIQUE

L'Udesc indexe l'immaturation de la classe politique congolaise

Le président national de l'Union pour le développement social et communautaire (Udesc), Isaac Muamba Kalonji, ne ménage aucun effort pour alerter l'opinion nationale et internationale sur la situation politique en RDC, étant donné qu'elle s'obscurcit au fur et à mesure qu'on s'approche de la date du 19 décembre 2016 consacrant la fin constitutionnelle du mandat présidentiel.

L'Udesc regrette que, cinquante ans

après l'indépendance, les acteurs majeurs de la classe politique congolaise continuent à se tourner vers l'Occident pour parler de l'avenir du pays. La tenue du Conclave ayant rassemblé l'opposition à Bruxelles s'inscrit, d'après ce parti, dans une logique de déstabilisation de la RDC déjà exposée au plan de balkanisation tant rêvé par des puissances occidentales, parrains de ladite réunion.

Page 12

KONGO-CENTRAL

Clôture des journées de santé de l'enfant

Page 12

ÉDITORIAL

Accueil

Nous savons, pour en avoir parlé à maintes reprises ces derniers temps avec plusieurs de nos compatriotes vivant hors du Congo, que l'envie grandit de jour en jour, au sein de la diaspora, de revenir au pays afin de mettre ses compétences au service de notre émergence. Médecins, techniciens, enseignants, agents de la fonction publique, commerciaux, intellectuels, artistes même, tous rêvent de se réinstaller dans la patrie qu'ils ont quittée il y a plus ou moins longtemps, mais dont ils suivent l'évolution jour après jour, minute après minute.

Si ce mouvement se précise aujourd'hui c'est, d'une part, en raison de la crise économique et sociale que traversent les pays européens qui étaient perçus hier comme des eldorados et se révèlent aujourd'hui dangereusement instables ; c'est aussi parce que le Congo, ayant franchi sans encombre l'étape difficile de la modernisation de ses institutions, s'impose maintenant comme l'une des nations les plus sûres de l'Afrique centrale. Loin de se laisser influencer par la campagne de désinformation que mènent en Europe et aux Etats-Unis des organisations non gouvernementales peu crédibles, les cadres de la diaspora rassemblent les données qui leur permettront, demain, de reprendre place parmi nous.

Il est évident que notre nation a tout à gagner au retour qui se dessine vers la mère-patrie dans la mesure où l'apport des connaissances et des expériences acquises par ces hommes et par ces femmes accélérerait de façon décisive la longue marche vers le développement durable entreprise au sortir des guerres civiles de 1997-1998-1999. Mais il l'est tout autant que bien des progrès sont encore à faire, chez nous, si l'on veut que les cadres de la diaspora trouvent sur place un environnement favorable à leur réinstallation.

Dans la concrétisation du programme de «rupture» que le gouvernement du Premier ministre Clément Mouamba doit mener à bien, l'implication des cadres de la diaspora vivant sur les cinq continents que compte la planète a toutes les chances de constituer un atout décisif. Encore faudrait-il en prendre acte et prendre les dispositions nécessaires pour accélérer le mouvement.

Voyons si les pouvoirs publics vont faire de ce dossier l'une de leurs priorités.

Les Dépêches de Brazzaville

Décret N°2016 - 199 du 30 juin 2016 portant nomination de conseillers spéciaux et conseillers du Premier ministre, Chef du Gouvernement

Le Premier ministre, chef du gouvernement

Vu la Constitution,
Vu le décret N° 82-595 du 18 juin 1982, tel que modifié par le décret N° 92-011 du 20 février 1992 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;
Vu le décret n° 2016-117 du 23 avril 2016 portant nomination du Premier ministre, Chef du Gouvernement ;
Vu le décret N° 2016-169 du 2 mai 2016 portant cadre d'organisation du cabinet du Premier ministre, Chef du Gouvernement ;
Vu le décret N°2016-175 du 30 mai 2016 portant structuration et attributions du cabinet du Premier ministre, Chef du Gouvernement.

DECRETE :

Article premier : Sont nommés auprès du Premier ministre, Chef du Gouvernement :

1-conseiller spécial, chargé de la coopération culturelle et de la formation :

M. LEFOUOBA Grégoire;

2-conseiller spécial, chargé de la gouvernance :

M. BOUITI-VIAUDO Gervais ;

3-conseiller spécial, chargé de la promotion de l'investissement direct étranger :

Mme SASSOU N'GUESSO Judith Cendrine ;

4-conseiller spécial, chargé de la promotion de la culture démocratique et du vivre ensemble :

M. OKABANDO Jean Jules

5-conseiller spécial, chargé de l'aménagement du territoire, ville et cadre de vie :

M. KIMBEMBE Jean Léandre

6-conseiller politique : **M. OYALI Martin;**

7-conseiller juridique et réformes :

M. NGAKA Pierre ;

8-conseiller diplomatique :

M. MEGOT Jean Marcellin Anicet ;

9-conseiller économie : **M. NKODIA Antoine**

10-conseiller finances et portefeuille public :

M. MAYANITH Thystère ;

11-conseiller santé et action humanitaire :

M. NKOUA Jean Louis ;

12-conseiller éducation nationale et recherche scientifique :

M. MVOULA TSIERI Michel ;

13-conseiller promotion des systèmes de protection et de sécurité sociales : **M. BOUKA Jean Claude ;**

14-conseiller développement rural et durable, environnement et climat : **M. MOUANGOU Jean Fulgence ;**

14-conseiller hydrocarbures, mines solides et énergie:

M. IKAMA Jean Jacques ;

15-conseiller défense et sécurité :

M. INIOUMBA Jean -Pierre ;

16-conseiller transport et en tretien routier :

M. TENDELET Jean Ignace ;

16-conseiller droits de la femme, de la famille et de l'enfance :

Mme NKODIA Chantal

17-conseiller promotion du secteur privé et climat des affaires : **M. DIATHOUD Jean-Baptiste ;**

18-conseiller solidarité nationale, protection des populations vulnérables et autochtones :

Mme BAKINDISSANSIKA Joséphine ;

19-conseiller formation qualifiante et emploi des jeunes :

M. BOUNGOU Paul ;

20-conseiller chef de cabinet du ministre directeur de cabinet : **M. KINZENZE Charles ;**

21-conseiller organisation et prospective :

M. BOUITI Alexis ;

22-conseiller fonction publique : **M. KOUMBA Martin ;**

23-conseiller postes, télécommunications et numérique :

M. MISSINDIBAZI Luc ;

24-conseiller jeunesse, sports, tourisme et loisirs.

M. GOMA MOUELE Prime Rodrigue

25-conseiller relations publiques :

Mme DIANKOUKILA- MOUNKALA Sophie ;

26-conseiller intendant : **Mme BIBILA Marie Louise ;**

27-conseiller directeur du protocole :

M. DZIENGUE de MOUCAUT Armand Rock

28-conseiller technique organisation du secrétariat :

Mme MBONGO Alfrédine

29-conseiller technique opinion : **M. OSSEBI Joseph ;**

30-conseiller technique discours :

M. TCHILOEMBA TCHITEMBO Ernest ;

31-conseiller technique décentralisation et collectivités locales : **M. MOUKASSA Gervais Isidore ;**

32-conseiller technique affaires foncières et domaniales :

Mme MAKAYA NZONDO Clèves ;

33-conseiller technique budget et trésorerie :

M. POUOMO Albert ;

34-conseiller technique organisation et gestion axée sur les résultats : **Mme NKAKOU Laeticia ;**

35-conseiller technique comptes publics :

M. LEMA André.

Article 2 : Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.-

Fait à Brazzaville, le 30 juin 2016

Clément Mouamba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Édition du samedi : Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence: Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,

Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid
Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIE DES PARTIS

La DDC appelle à reconnaître la victoire du chef de l'Etat

A l'occasion de la rentrée politique de son parti, le 02 juillet dernier à Brazzaville, le président de la Dynamique pour le développement du Congo (DDC), Armand Mpourou a appelé la classe politique congolaise et la communauté internationale à reconnaître la victoire du président Denis Sassou N'Gusso, acquise lors de l'élection du 20 mars dernier.

« Nous devons tous reconnaître la victoire du président Denis Sassou N'Gusso, même la communauté internationale devrait le faire. La DDC invite tous les acteurs politiques et partis politiques, à œuvrer de tel sorte que le climat politique soit apaisé pour l'intérêt général. Nous appelons tout le monde à la tempérance et à l'humilité. Le débat sur le changement ou non de la Constitution est passé, l'élection présidentielle a eu lieu et Denis Sassou N'Gusso a été déclaré président de la République par la Cour constitutionnelle ; alors soyons flexibles. Reconnaissons le président élu, quelle que soit notre façon de voir les choses », a-t-il dit.

Ce dernier a en outre fait savoir qu'être opposant, c'est protéger le peuple « et c'est ce que la DDC, ne cesse de faire. Elle condamne toute forme de violence en démocratie et invite à privilégier le Congo. Cela nécessite de se supporter, s'entraider, se comprendre etc. »

Parlant de la structure du gouvernement, la DDC pense que dans la situation actuelle du pays, la structure du gouvernement devrait subir une rupture et un changement, afin de faire face efficacement aux défis de l'heure.

Il a toutefois émis quelques propositions. Ainsi, a-t-il dit, les ministères des PME, du Commerce, de l'Artisanat, du Tourisme, Développement industriel et Economie numérique devraient être des départements délégués auprès du ministre de l'Economie, alors qu'on devait selon lui, créer un ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie. Pour mieux réussir la décentralisation et la fonction publique territoriale, il était nécessaire de créer un ministère de la Réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique. Le ministère de la Culture et de la communication devraient être fusionnés ainsi que celui de l'Artisanat, du commerce et du tourisme. « Nous constatons également une confusion dans les rôles entre le ministère des Postes et télécommunications et celui de l'Economie numérique », a déclaré Armand Mpourou. Au sujet du discours sur l'état de la nation, prononcé par le Premier ministre devant l'Assemblée nationale, Armand Mpourou pense que Clément Mouamba n'a pas convaincu, étant donné que celui-ci est resté sur des annonces déjà faites par le chef de l'Etat. « Nous attendions du concret sur le comment faire pour atteindre le tout économique et le tout social », a insisté le président de la DDC.

Jean Jacques Koubemba

PARLEMENT

Autorisation de ratification de la convention sur le financement de la cité internationale des affaires

Le Sénat et l'Assemblée nationale ont adopté le 4 juillet, le projet de loi autorisant la ratification de la convention de crédit portant financement de la cité internationale des affaires de Brazzaville. Le coût des travaux qui seront exécutés par une société turque est évalué à plus de 312 milliards FCFA.

L'unique point à l'ordre du jour au Sénat, et deuxième sur les cinq programmés à l'Assemblée nationale, le projet de loi autorisant la ratification de la convention de crédit portant financement de la cité internationale des affaires de Brazzaville, a été adopté par les deux chambres. Ce projet, défendu par le ministre d'Etat, ministre de la Construction, de l'urbanisme, de la ville et du cadre de vie, Claude Alphonse Silou, s'exécute en deux phases distinctes, par une entreprise turque. La première phase du projet, déjà en cours d'exécution, concerne la construction d'un centre international de conférences à kintélé, avec un hôtel 4 étoiles d'une capacité d'accueil de 200 chambres, prévu pour abriter de grandes réunions internationales. Au centre-ville, seront construits un grand



Une vue des participants (photo adiac)

centre commercial ; un hôtel 4 étoiles de 150 chambres ainsi qu'un immeuble devant abriter désormais le ministère des Finances.

La deuxième phase du projet, elle, sera consacrée uniquement à la construction de la cité du gouvernement au centre-ville. Les travaux à réaliser concernent la construction de sept immeubles adminis-

tratifs modernes, avec un immeuble-parking multi-niveaux. Chaque immeuble à construire, va abriter chacun trois ministères.

Le coût total de ce projet est

de 312 milliards 924 millions 286 mille 850 FCFA, financé ainsi qu'il suit : 93.877.286.050 FCFA par l'Etat congolais ; 115 milliards 667 millions 654 mille 236 FCFA par l'emprunt auprès de Turc Exim Bank (Banque turque de crédit export).

Les Banques locales et les financements privés devront, quant à eux, contribuer à la hauteur de 103 milliards 379 millions

436 mille 559 FCFA.

Au niveau de l'Assemblée nationale, les députés ont aussi adopté le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt entre la République du Congo et la Banque Africaine de développement relatif au financement du projet d'aménagement de la route Ketta-Djoum et la facilitation du transport sur le corridor Yaoundé-Brazzaville phase II.

De même, la chambre basse a approuvé en présence du ministre des Mines et de la géologie, Pierre Oba, le projet de loi portant approbation de la convention d'exploitation minière relative au minerai de fer de Mayoko, dans le département du Niari, entre la République du Congo et la société EXXARO Mayoko. L'Assemblée nationale a par ailleurs, rejeté le projet de loi portant création d'un établissement public dénommé Hôtel Alima Palace, que se chargeait de défendre la ministre du Tourisme et des loisirs, Arlette Soudan Nonault.

Firmin Oyé

CAMPUS NUMÉRIQUE FRANCOPHONE

Bilan des activités 2014-2016 et perspectives 2016-2018

Les chefs d'établissement de l'université Marien-Ngouabi et les directeurs d'établissements partenaires de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), ont validé après examen les conclusions du document des activités organisées au Campus numérique francophone de Brazzaville (CNF) dans la période allant du 1er janvier 2014 au 30 juin 2016.

Le Conseil national d'orientation du CNF, tenu le 28 juin à Brazzaville, a examiné, pour le plan d'action 2016-2018, les apports et suggestions des différents participants. Il s'agit d'étudier et mettre en place la possibilité de renforcer les outils promotionnels de communication.

Autres choses évoquées : améliorer la qualité et l'augmentation de la bande passante, développer un partenariat avec MTN pour revoir à la baisse le coût de la fourniture Internet pour l'année 2017-2018, faire du CNF de Brazzaville un miroir de veille technologique et d'expérimentation des solutions Ipv6 - Ecosystème internet - gouvernance d'internet et service libre, etc.

S'agissant des projets, les participants se sont engagés à inciter davantage les enseignants-chercheurs et chercheurs à répondre aux appels d'offres et à s'ouvrir à la société civile via des partenariats avec des ONG locales, développer des partenariats avec les entreprises de la place, via des projets mutualisés, faire la prospection des éventuels partenariats avec des organismes comme Unesco, Banque mondiale, Pnud, favoriser des partenariats entre les universités membres de l'AUF autour des projets de Co diplomations, de Moocs, de mobilité d'enseignants et d'étudiants.

A l'issue de l'atelier, les participants ont, entre autres, recommandé l'amélioration de la communication et la visibilité du CNF et susciter le partenariat dans la sous-région.

Les travaux se sont déroulés sous la direction du recteur de l'université Marien-Ngouabi, Paul Louzolo Kimbembe, assisté de l'administratrice du Bureau régional d'Afrique Centrale et des Grands Lacs, Johanna Gardrel, en présence du responsable du CNF de Brazzaville, Brice Rodrigue Malonda, des usagers du Campus numérique, ainsi que des enseignants,

Guillaume Ondzé

LIKOUALA

La réserve communautaire du Lac Télé dotée d'un cadre d'aménagement

L'atelier de validation du cadre d'aménagement et de gestion des zones humides de la réserve communautaire du Lac télé s'est tenu récemment à Impfondo, chef-lieu du département de la Likouala, sous la direction de Lucien Mansisse, directeur du cabinet du préfet.

Le document soumis lors de cet atelier qui comprend des méthodes et pratiques piscicoles adaptées, vise à inciter les pêcheurs à promouvoir une pêche durable. En effet, il est constaté au niveau du Lac Télé, une dégradation dangereuse de la ressource halieutique à cause de la surexploitation et l'utilisation des méthodes de pêche dommageables comme le non-respect des frayères (zone de reproduction des poissons), l'utilisation de filets de petites mailles, des moustiquaires, des savons et autres poisons dans les rivières.

Pour arrêter ces pratiques, les gestionnaires de ladite réserve ont entrepris un vaste chantier de la promotion de la pêche durable dans la zone en engageant depuis 2015, deux consultants. Ces experts ont organisé différents séminaires au profit des pêcheurs pour les conscientiser sur la dégradation de la ressource, puis leur apprendre à traiter et conserver le poisson en utilisant le Whedos, une technique adaptée à la zone inondable. D'où, la validation de ce document stratégique.

« Le lac Télé est une région encore pauvre où la principale source de revenus reste le braconnage et le trafic illégal de la viande de brousse et de l'ivoire. Dans la recherche des solutions à ce fléau de braconnage en vue d'améliorer les conditions de vie des populations, la pêche offre une meilleure opportunité comme source de revenus et une bonne alternative à la viande de brousse comme source de protéines animales », peut-on lire dans le document.

Engagé à gérer durablement de façon rationnelle cette ressource naturelle halieutique, le directeur de cabinet du préfet a invité les participants à l'atelier venus notamment des districts de Bouanela et d'Epéna, à mobiliser l'expertise nécessaire pour une meilleure mise en œuvre de ce cadre d'aménagement. Créée en mai 2001, la réserve communautaire du Lac Télé couvre une superficie de 438 960 hectares. Elle est située à cheval entre les districts d'Epéna et Bouanela, puis gérée par le ministère de l'Economie forestière, du développement durable et de l'environnement à travers l'Agence congolaise de la faune et des aires protégées et son partenaire WCS, une ONG américaine de conservation.

Lopelle Mboussa Gassia



REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET EAU ELECTRICITE ET DEVELOPPEMENT URBAIN
(PEEDU)
Cofinancement Congo/Banque Mondiale
BP 2099 - Brazzaville
Tél: [00 242] 05 556 87 87 - Email: pedu_congo@yahoo.fr



**AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 006 /PEEDU/2016 DU 28 JUIN 2016
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA REALISATION DE LA
NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (NIES) POUR LA CONSTRUCTION DE TROIS
(3) AGENCES TECHNICO-COMMERCIALES A BRAZZAVILLE.**

Le Gouvernement de la République du Congo et la Banque Mondiale (IDA & BIRD) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et se proposent d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les prestations d'un consultant individuel chargé de la réalisation d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) dans le cadre des travaux de construction de trois (3) agences technico-commerciales à Brazzaville.

De manière générale le consultant à sélectionner devra appuyer l'UCP-PEEDU dans la collecte des données relatives à la mise en place d'une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) en vue d'identifier les impacts potentiels liés aux travaux et d'en proposer des mesures d'atténuation suite aux travaux engagés par le PEEDU, dans le cadre de la construction de trois (3) agences technico-commerciales à Brazzaville.

De manière spécifique le consultant sera chargé entre autres d'identifier, hiérarchiser, définir et analyser les impacts tant positifs que négatifs sur l'environnement et les populations que pourraient engendrer les travaux de construction de trois agences technico-commerciales d'une part, et d'autre part de déterminer les mesures d'atténuation et de compensation pour les impacts négatifs et des mesures de bonification pour les impacts positifs. Le consultant devra être un expert environnementaliste, de niveau BAC+5 jouissant d'une expérience d'au moins dix (10) ans en réalisation des études d'impact environnemental et social (EIES), notice d'impact environnemental et social (NIES), audit environnemental et social (AES). Il devra également avoir une maîtrise des exigences opérationnelles et procédurales de la banque mondiale en matière d'évaluation environnementale et sociale.

L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (Plaquette d'informations détaillées avec des références concernant l'exécution de contrats analogues et lettre de motivation). Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition janvier 2011.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le mardi 19 juillet 2016 à 14 heures :

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU)
Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, (ex siège du Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics) - Brazzaville - République du Congo
Tél: [242]055568787. Email : pedu_congo@yahoo.fr / mbouesso@yahoo.fr

**Fait à Brazzaville, le 28 juin 2016.
Le Coordonnateur du PEEDU**

Maurice BOUESSO../

AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 007/PEEDU/2016 DU 28 JUIN 2016

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA REALISATION D'UN PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) POUR LA CONSTRUCTION DE SEPT (7) FEEDERS (DEPARTS) SOUTERRAINS 20 KV A BRAZZAVILLE.

Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et se proposent d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les prestations d'un consultant individuel chargé de la préparation d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) dans le cadre des travaux de construction de sept (7) feeders (départs) souterrains 20 KV à Brazzaville.

De manière générale le consultant à sélectionner devra appuyer l'UCP-PEEDU dans la collecte des données relatives à la mise en place d'un plan d'action de réinstallation (PAR) en vue d'assurer les indemnités et les éventuelles relocalisations des populations susceptibles de subir une perte d'activités suite aux travaux engagés par le PEEDU, dans le cadre de la construction de sept (7) feeders (départs) souterrains 20 KV à Brazzaville.

De manière spécifique le consultant sera chargé entre autres d'identifier et hiérarchiser les différents types d'activités génératrices de revenus à délocaliser suite à la mise en place des feeders ainsi que les sites potentiels pour la réinstallation des commerçants pendant les travaux.

Le consultant devra :

- être titulaire d'un Master ou diplôme équivalent en sociologie générale, agroéconomie, environnement en planification du développement et autres domaines connexes.
- Avoir une expérience solide d'au moins dix (10) ans dans le domaine de la planification et de gestion environnementale et sociale des projets.
- Avoir une solide connaissance des problèmes de l'analyse socioéconomique, de la gestion participative et de la mise en place des infrastructures urbaines et d'électricité.
- Son expérience doit être soutenue par une bonne connaissance des problèmes liés au développement urbain et à la problématique de

distribution de l'énergie électrique dans les pays en développement. L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (CV détaillé avec des références concernant l'exécution de contrats analogues et lettre de motivation).

Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition janvier 2011.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le mardi 19 juillet 2016 à 14 heures :

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU)
Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, (ex siège du Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics) - Brazzaville - République du Congo
Tél: [242]055568787. Email : pedu_congo@yahoo.fr / mbouesso@yahoo.f

Fait à Brazzaville, le 28 juin 2016.

Le Coordonnateur du PEEDU

Maurice BOUESSO

TRIBUNE LIBRE

Fracture sociale: vers un partage équitable de la richesse nationale ?

Suivant la loi des inégalités de Pareto qui explique les stratégies d'anticipation des agents économiques et la formation des crises sociales dans un pays, la distribution directe de la richesse nationale par l'augmentation homogène des revenus du travail, entretient la pauvreté et fragmente la population en deux groupes hétérogènes. Le premier groupe représente 20% de la population qui bénéficient de 80% de la richesse nationale. Il est possible d'améliorer uniformément le bien-être de certains individus sans réduire celui des autres. Le deuxième groupe représente 80% de la population qui ne bénéficient que de 20% de la richesse nationale. L'augmentation uniforme du bien-être de certains individus de ce sous groupe, implique la réduction du bien-être d'au moins un autre individu qui risque de sombrer dans la pauvreté. Lorsque la richesse nationale tarie, les stratégies de satisfaction des besoins primordiaux de ces groupes, provoquent des crises sociales, et nécessitent des mesures anticipatrices ciblées et efficaces.

Au Congo, les enquêtes du CNSEE (ECOM 2005 et 2013), indiquent que 25% des ménages les plus aisés gagnent un revenu moyen 6 fois supérieur à la moyenne des revenus perçus par les 25% des ménages les plus pauvres. Pour réduire ces écarts de revenus, un accord de rattrapage salarial a été conclu entre l'Etat et les partenaires sociaux en 2013. Il a conduit au relèvement progressif du point de l'indice salarial de 250 à 300 jusqu'en 2017, moyennant une augmentation généralisée des salaires de 12,5% l'an.

1) De la distribution de la richesse nationale: En fin janvier 2016, le point d'indice salarial est passé de 250 à 275 pour partager uniformément la richesse nationale entre les travailleurs, de telle manière que le Salaire Minimum Interprofessionnel Garantie (SMIG) mensuel qui était de 29.580 FCFA en 1996 atteint 120.825 FCFA en 2016. Cette mesure fait du Congo, le deuxième pays d'Afrique Centrale ayant le SMIG mensuel le plus élevé, après la Guinée Equatoriale (128.000 FCFA); alors que dans les 18 pays francophones d'Afrique, ce salaire n'est que de 62.358 FCFA. La masse salariale du Congo est passée de 270 milliards de FCFA en 2013 à 485 milliards en 2015, alors que la pauvreté persiste.

2) A la fracture sociale: Selon le FMI (2015), la pauvreté et l'inégalité sont relativement élevées au Congo comparativement aux pays d'Afrique Subsaharienne (AS) ayant un revenu nettement inférieur. En AS, la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, a reculé en passant de 56,8 % en 1990 à 35,2 % en 2015. Ces proportions sont respectivement de 54,1% et de 46,5% au Congo. Avec un PIB de 3.600 USD par habitant, le citoyen congolais est moins riche que celui de la Guinée Equatoriale (14.320 USD/habitant). L'indice d'inégalité de Gini du Congo, reste fort à 0,47 (PNUD, 2013) et le PNUD classe le Congo au 140ème rang mondial sur 187 pays de l'échelle du Développement humain.

3) La fin de l'Etat providence: La croissance économique du Congo n'a été que de 4 % en moyenne entre 2011 et 2015, bien inférieure aux 8,5 % prévus dans le Plan National de Développement. L'inflation a chuté en passant de 4,6% en 2013 à 2,4% en 2015, et se situe en dessous du plafond de 3 % fixé par la CEMAC. Mais les recettes de l'Etat, qui avaient augmenté de 13 % en moyenne entre 2011 et 2013, ont baissé de 26 % entre 2014 et 2015, à cause de la chute du prix du baril de pétrole qui est passé de 125 à 50 dollars en un an, alors que l'indice de perception de la corruption du Congo évolue, en passant du 142e rang mondial en 2006 au 152e rang en 2015 (Transparency International). Le déficit de la balance courante s'établit à 17 %.

Dans ces conditions, l'Etat s'est désengagé en limitant la gratuité des services de santé, d'éducation, de prévoyance sociale et le subventionnement de l'énergie, du transport, de la formation, de l'emploi et des produits de première nécessité, au profit des augmentations homogènes et périodiques des revenus qui ne profitent qu'aux tranches nanties de la population. La crise financière qui s'annonce, risque d'amplifier les inégalités sociales et de développer davantage la pauvreté.

Ainsi, l'augmentation homogène des salaires développe la fracture sociale sans résorber la pauvreté. Une distribution différenciée de la richesse nationale, fondée sur un salaire minimum interprofessionnel de croissance indexé sur le taux de croissance économique du pays, soutenu par une couverture universelle des services sociaux de base, pourra atténuer les inégalités et anticiper les crises sociales.

Par Emmanuel OKAMBA
Maître de Conférences HDR
en Sciences de Gestion

VIH / SIDA

Le CNLS doté de cinq nouvelles unités de dépistage

Le Conseil national de lutte contre le Sida (CNLS) a réceptionné le 1er juillet, cinq unités mobiles de dépistage du VIH/Sida, acquises sur financement des Fonds Pays pauvres très endettés (PPTE). Ces véhicules techniques spécialisés, permettront désormais au CNLS d'élargir ses campagnes de dépistage dans tous les départements du Congo.



Une vue des 5 unités de dépistage réceptionnées (crédit photo adiac)

Ces cinq moyens de dépistage bien équipés, acquis à un montant de 378.184.500 FCFA, s'ajoutent aux trois premiers avec lesquels le CNLS réalisait les opérations de dépistage. Ils permettront désormais, au Conseil national de lutte contre le Sida, en dehors des grands centres urbains, d'étendre le dépistage du VIH/Sida à l'hinterland. Ces unités de dépistage seront

déployées dans les douze départements du Congo, où ils dépisteront gratuitement les populations du VIH/Sida. Selon les caractéristiques techniques données par la secrétaire exécutive du CNLS, Marie-Francke Puruehnce, chaque unité peut dépister en moyenne cent cinquante (150) personnes par jour, soit 900 personnes en six jours, et environ 3600 personnes

connaître son statut sérologique. « C'est un sentiment de joie que j'exprime, parce que nous avons pu obtenir cinq unités de dépistage du VIH/Sida, qui seront destinées à l'intérieur du pays. Je remercie le PURAC, les fonds PPTE et le ministère des Finances, du budget et du portefeuille public, qui nous ont permis d'acquérir ce matériel technique », s'est réjouie la secrétaire exécutive du CNLS, Marie-Francke Puruehnce.

Il faut rappeler que depuis plus de deux ans, le CNLS traverse une situation sociale extrêmement difficile. Les travailleurs cumulent à ce jour, 26 mois d'arriérés de salaires et la majorité d'eux ne viennent plus au travail. Interrogée sur la question, Marie-Francke Puruehnce a rassuré que cette situation sera bientôt résolue.

« Les travailleurs du CNLS vivent actuellement des moments difficiles, car depuis plusieurs mois, ils ne sont plus payés. Nous sommes actuellement en pourparlers avec le ministère de la Santé afin qu'une solution soit trouvée le plus rapidement possible, et de permettre au personnel de reprendre le travail dans les tout prochains jours », a conclu la secrétaire exécutive du CNLS.

Firmin Oyé

ACTION SOCIALE

L'Association sportive et sociale des jeunes cadres fait don de sang au CNTS

L'Association sportive et sociale des jeunes cadres (A.S.S des jeunes cadres), que dirige Remy Florian Koulimaya, a fait le 25 juin, un don de sang au Centre national de transfusion sanguine.

Le geste fait suite au besoin exprimé par le CNTS en vue de venir en aide aux malades en manque de sang au Laboratoire national. Au total, plus de trente jeunes ont accompli le geste avec courage et amour envers le prochain.

Selon le président-fondateur de l'ASS jeunes cadres, Remy Florian Koulimaya, donner son sang est un acte de solidarité, de partage et de fraternité. « Grâce aux donateurs, des milliers de vie vont être sauvés. L'action que nous venons d'accomplir est une action à forte dimension et dénuée de tout intérêt », a-t-il indiqué dans son mot de circonstance.

Remy Florian Koulimaya a évoqué les objectifs de cette organisation non gouvernementale : promouvoir la cohésion et l'entraide sociale, utiliser le sport comme moteur d'union des jeunes, apporter de l'aide dans les orphelinats, soutenir quelques hôpitaux en produits pharmaceutiques dans les hôpitaux, les personnes âgées afin de les reconforter et témoigner notre amour en les encourageant à ne pas penser qu'elles sont abandonnées.



Le président et le vice-président de l'association donnant de leur sang (crédit-adiac)

Au terme de ses propos, il a indiqué : « Notre combat est de donner un coup de pouce à la jeunesse parce que nous voulons d'une jeunesse responsable et remplie d'amour du prochain. Nous ne sortons pas des familles riches mais nous essayons de conscientiser les jeunes pour ne pas qu'ils se livrent aux actes de vandalisme dans la ville ». Pour le vice-président de l'association, Yvon Ingani, le geste accompli ce jour est le premier du genre. Le calendrier de l'ASS jeunes cadres prévoit des actions dans le domaine de l'éducation, la conscientisation et la sensibilisation aux actes d'antivaleurs. L'Association existe depuis octobre 2015, explique-t-il. Elle est présente à Brazzaville et à Pointe-Noire. A l'heure actuelle, elle est à la recherche des jeunes dans tous les départements pour couvrir l'ensemble du pays.

Elle est apolitique et à caractère caritatif. Mission assignée : apporter un soutien aux personnes qui en éprouvent le besoin ; lutter contre les maux qui minent la société ainsi que promouvoir l'entraide sociale. Outre ses missions, l'ASS jeunes cadres envisage échanger avec les jeunes sur des thèmes bien précis. Elle milite pour la cohésion nationale en réunissant les jeunes à travers le sport tout en prônant l'amour dans la société et le partage d'expériences. « L'association évolue avec ses propres moyens mais cela ne l'empêche pas d'avoir des partenaires. Il est temps que la jeunesse prenne en main son avenir, car cette couche juvénile est l'espoir de demain. Elle doit se donner, se battre afin de régler leurs problèmes eux-mêmes », a conclu Yvon Ingani.

Lydie Gisèle Oko

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

500 enseignants en formation dans le domaine des TIC et TICE

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a lancé le 4 juillet, en sa qualité de président de la Commission nationale congolaise de l'Unesco, le projet de formation en présentiel et à distance de 500 enseignants du primaire et du secondaire aux Technologies de l'information et de la communication (TIC), et aux Technologies d'information et de la communication en éducation (TICE).

Financé par le Fonds en dépôt de la République populaire de Chine à l'Unesco pour le développement du programme intitulé : « Améliorer la formation des enseignants pour combler l'écart en matière de qualité de l'éducation en Afrique, ce projet concerne huit pays dont le Congo, pour lequel la coordination nationale a décidé d'intituler le projet : « Renforcement des capacités des institutions de formation de formateurs et organisation de la formation continue des enseignants du primaire et du secondaire ». L'objectif étant, entre autres, de renforcer les capacités des institutions de formation de

formateurs (ENS, ENI Brazzaville, Dolisie, Owando) ; créer deux centres départementaux (Dolisie et Owando) de formation en FOAD (équipés et utilisés) ; renforcer les capacités des superviseurs pédagogiques en ingénierie de la formation. Il devrait aussi permettre de produire et de mettre à disposition du Congo des ressources pédagogiques, rendre effectif la formation continue des enseignants du primaire et du secondaire et faire acquérir de bonnes pratiques relatives à l'intégration pédagogique de la FOAD.

« Une bonne partie du travail a été réalisée même si c'était parfois dans la douleur du fait de la faiblesse du financement et

des retards dans l'acquisition du matériel. C'est d'ailleurs ce qui explique qu'aujourd'hui nous visons seulement la formation de 500 enseignants sur environ quinze mille qu'ils sont actuellement. Mais nous espérons que beaucoup d'entre eux se joindront au projet volontairement quand nous aurons mis en ligne les ressources pédagogiques élaborées par notre équipe », a indiqué le coordinateur du projet, le Prof Jean Goma Maniongui.

Le gouvernement rassure ses partenaires

En effet, la formation lancée à Brazzaville concerne les enseignants du département du Pool ainsi que ceux de la ville capitale. Selon la représentante de l'Unesco au Congo, Ana Elisa de Santana Afonso, les TIC permettent, avec des ressources limitées, d'atteindre rapidement

un plus grand nombre d'enseignants. Elle a, par ailleurs, lancé un appel aux partenaires de l'éducation au Congo pour soutenir l'extension du projet à Pointe-Noire et Ouessou. « Un regard sur le futur nous amène à poursuivre le plaidoyer pour que des ressources financières soit allouées pour entamer les formations présentielles des 3 000 enseignants et pour mettre en place un système efficace de formation à distance, qu'intègre également l'apprentissage mobile des enseignants », a indiqué Ana Elisa de Santana Afonso. Lançant les travaux, le ministre de l'Enseignement supérieur a rappelé que ce projet qui vise le renforcement des capacités des institutions de formation s'inscrivait dans un des objectifs majeurs du projet du gouvernement. Bruno Jean Richard Itoua a, en effet, rassuré les partenaires que ce projet ne sera

pas une espèce de coup d'épée dans l'eau puisqu'il se réalise au moment où l'enseignement supérieur décide de lancer le « Projet TIC-SUP ».

« 500 enseignants formés sur 15 000, ce projet n'atteindra pas son objectif sans un environnement général numérique capable de massifier l'alphabetisation numérique non seulement pour tous les enseignants mais pour tous les autres acteurs de l'enseignement. Le gouvernement veillera à ce que ce projet soit prolongé par un cadre général plus large de développement des TIC et des TICE dans l'ensemble du système éducatif national incluant, au-delà de l'enseignement supérieur, l'ensemble des sous-secteurs », a promis le président de la Commission nationale congolaise pour l'Unesco, également président du comité de supervision du projet.

Parfait Wilfried Douniama

BRAZZAVILLE

Fausse alerte sur l'obélisque placé au rond-point Moungali

Dans la journée du 4 juillet, une rumeur faisant état du sang qui jaillirait de l'obélisque du millénaire érigé au Rond-point Moungali, dans le quatrième arrondissement, s'est répandue comme une trainée de poudre dans la ville capitale.

D'après certains, quelqu'un aurait vu du sang sortir des parois en marbre de l'obélisque. Aussitôt, dans les heures qui suivaient, le rond-point Moungali était envahi par une foule qui venait de partout pour vivre ce soit-disant évènement « miraculeux ».

Les yeux rivés sur l'ouvrage, un jeune garçon âgé d'une vingtaine d'années explique qu'il est là depuis 6 heures du matin, mais rien ne s'est produit. « Depuis que je suis là, je ne vois rien du tout. En fait, il s'agit tout simplement d'un véritable mensonge que les Congolais ont inventé de toute pièce. J'ai vu la société AVERDA venir nettoyer l'obélisque pour enlever la rouille. En fait, il s'agissait tout simplement de la rouille et non du sang. Je resterai ici jusqu'à la tombée de la nuit pour vérifier cette information ».

Effectivement, pour d'autres, il s'agit d'une simple rouille comme l'ont pu confirmer le ministre de la Culture et des arts, Mottom Mamoni, le personnel de santé, et la police qui se sont rendus sur place. La nouvelle a été d'autant plus prise au sérieux qu'il était urgent de dépêcher la police pour disperser la foule, qui s'amassait déjà très tôt le matin d'une manière vertigineuse au rond-point Moungali, perturbant du coup la circulation.

Signalons que cette fausse rumeur s'est vite répandue partout dans le pays, comme en témoignent les coups de fil reçus de Sibiti, Mouyondzi, Madingou, et même de Pointe-Noire et Dolisie. Ce qu'il faut retenir, c'est que, cette rumeur n'est pas la première colpotrée à travers Brazzaville et le Congo. Car, aidés par la fulgurante expansion du téléphone et de l'Internet, ces bruits infondés parviennent désormais, de manière régulière, à troubler la quiétude de paisibles citoyens congolais. Il va de soi qu'il faut plutôt tout prendre avec beaucoup de précautions.

Yvette Reine Nzaba

RECHERCHE BIOMÉDICALE

Diagnostic du paludisme par l'utilisation de nouvelles Technologies



Photo de famille des participants

La Fondation congolaise pour la recherche médicale (FCRM), que dirige le Professeur Francine Ntoui a organisé le 29 juin, au Campus numérique francophone de Brazzaville, un atelier à ce sujet.

La rencontre parrainée par la société Total E&P Congo est le fruit du partenariat de la FCRM avec le Programme national de lutte contre le paludisme, la Fondation Azur, la Fondation Eclair et la Skepsos. Au total, vingt techniciens de laboratoire venus respectivement de COGEMO, du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville, des hôpitaux de Talangai, Makélékélé ainsi que des centres de santé intégrés Marien Nguoubi, Madibou et de l'Intendance

ont pris part à cet atelier. La formation à l'application DensiPara est une application PC, Web et mobile pour calculer la densité parasitaire expliquent les organisateurs. « Ce paramètre est très important pour déterminer la force de l'infection plasmodiale. L'application peut être téléchargée gratuitement depuis Google Play et être installée sur n'importe quel téléphone portable équipée du système android », ont-ils indiqué. L'objectif : faire connaître l'ap-

plication aux techniciens de laboratoire mais aussi vulgariser auprès des collègues l'application qui, nous le rappelons, est un produit purement congolais qui aide aussi bien les techniciens nationaux que ceux de la sous-région et des autres parties du monde. Notons que l'atelier s'inscrivait dans le cadre de la célébration de la journée de la renaissance scientifique africaine commémorée sur le thème : « Contribution de la science, la technologie et l'innovation à la diversification de l'économie ».

Lydie Gisèle Oko

INTÉGRATION SOUS RÉGIONALE

Le PIQAC initie le prix qualité pour récompenser les entreprises

Réuni à Brazzaville, du 27 juin au 02 juillet, le groupe de travail technique qualité régionale du Programme infrastructure qualité de l'Afrique centrale (PIQAC), a statué sur le prix qualité régionale qu'il entend mettre en place pour récompenser les entreprises qui s'illustrent dans leur secteur d'activité. Au terme de cette rencontre, la deuxième du genre, la conseillère technique principale du PIQAC, Dorsaf Zangar Labidi, a évoqué pour les Dépêches de Brazzaville le bien-fondé de ce programme, son champ d'action et le but des assises de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Parlez-nous du PIQAC et son but ?

Dorsaf Zangar Labidi (DZL) :

Le programme Infrastructure qualité de l'Afrique centrale (PIQAC), a été initié en partenariat avec la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEAC). Il est financé par l'Union européenne et sa mise en œuvre confiée à l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel. Ce Programme vise essentiellement à faciliter l'intégration régionale en ouvrant le marché entre les différents Etats de cet espace, tout en préservant la sécurité du consommateur. Pour y parvenir, il faut que chaque pays ait une infrastructure qualité régionale assez conséquente pour pouvoir s'assurer de la qualité des produits. Le PIQAC a donc prévu des activités au niveau national et d'autres à connotation régionale.

LDB : Quel est le champ d'action de ce programme ?

DZL : Premièrement, il y a une composante qu'on appelle élaboration d'une politique qualité régionale. Celle-ci vise à ce que les Etats prennent en considé-



Dorsaf Zangar Labidi

ration cette politique qualité qui va être comme un règlement communautaire au niveau de la Cémac et qu'ils la mettent en place dans leurs pays respectifs. Il y a une deuxième composante axée sur des institutions de la qualité. Donc on va élaborer un mécanisme d'harmonisation des normes au niveau régional

parce que si vous voulez limiter des barrières techniques du commerce au niveau régional, il faut harmoniser les normes des produits. Dans des pays qui n'ont pas encore des lois sur la normalisation, on va les aider à établir une loi conforme au pratique internationale. L'aspect entreprise et secteur privé

seront aussi pris en compte. Le secteur agroalimentaire a été choisi comme prioritaire. Pour ce faire, vingt et une entreprises agroalimentaires seront assistées et emmenées à la certification selon les normes Iso 22 mille qui sont relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

LDB : Comment procédez-vous pour que les entreprises soient compétitives ? travaillez-vous en partenariat avec les gouvernements ou vous êtes simplement un programme technique conseil ?

DZL : On a pensé à la pérennisation du Programme donc on doit constituer des gens capables d'assurer plus tard, ce genre d'assistance technique. Donc, on a sélectionné des consultants stagiaires de chaque pays qui ont eu des formations théoriques puis, des entreprises aptes à recevoir ce genre d'assistance technique. Ces consultants stagiaires vont accompagner pendant dix mois, les experts internationaux de l'Onudi afin qu'ils s'imprègnent de la réalité du terrain et pouvoir créer plus tard, le métier de consultant qualité au niveau local.

LDB : Vous venez de tenir à Brazzaville la 2e réunion du groupe de travail technique. Peut-on savoir l'intérêt de cette rencontre ?

DZL : Le groupe de travail technique PIQAC fait référence à deux choses différentes : politique qualité régionale et prix qualité régionale. Ce groupe a été formé par des experts de sept pays bénéficiaires. Autrement, un expert de chaque pays qui s'y connaît en matière de politique et prix qualité pour concevoir et élaborer primo, un document sur le prix qualité régionale qui va être validé par la Cémac à la fin de l'activité. Secundo, concevoir un référentiel pré-qualité régionale, pour

créer un prix qualité. On a déjà élaboré un premier document sur la politique qualité régionale. Ce groupe de travail a discuté les quatre premiers jours des travaux, sur ce document et a établi ses recommandations, a donné les principales lignes qui doivent y figurer. Depuis hier, on discute sur le référentiel prix qualité ? on a également discuté sur des critères qu'il faut mettre, la périodicité de ce prix, la méthodologie de son organisation, des catégories d'entreprises qui vont bénéficier de ce prix.

LDB : Après la validation par la Cémac, en quelle année sera attribué le premier prix ?

DZL : Pour le moment on est en train de monter le dossier qui constitue les critères, la méthodologie de travail, le budget qui doit y avoir. Un prix qualité ne s'attribue pas sur le dossier. Des évaluateurs iront d'abord rencontrer les entreprises candidates pour s'assurer qu'elles répondent aux critères définis. Si tout va bien, on pourra prétendre avant fin 2017, qu'il y ait une organisation d'un prix qualité régionale.

Focalisez-vous plus sur des entreprises BTP ou vous-avez d'autres secteurs d'activités ? **DZL :** Pour les entreprises, la certification concerne le secteur agroalimentaire seulement. Pour les laboratoires, c'est tout secteur confondu. Quand on a fait l'analyse des laboratoires, on a remarqué que les laboratoires les plus avancés sont dans le BTP et dans l'analyse microbiologique.

Guy-Gervais Kitina et Lopelle Mboussa Gassia

LIBYE

Quatre ministres quittent le gouvernement

Issus du gouvernement d'union nationale, les quatre ministres libyens ont quitté le gouvernement, le 1^{er} juillet.

Les ministres concernés sont, en effet, tous originaires de l'est du pays, où siège un gouvernement parallèle. Si le gouvernement, formé initialement de 18 ministres, annonce le limogeage de quatre de ses ministres pour avoir refusé d'assumer leurs fonctions, la presse libyenne parle d'une démission et évoque les divisions à l'intérieur du gouvernement. « Je suis confiant dans le fait que nous allons surmonter cette épreuve, mais si un jour, je n'y crois plus, je ne resterai pas une minute », avait déclaré le Premier ministre libyen. Face aux divisions et à la situation qui se complique, Fayez el-Sarraj avait reconnu qu'il « ne possède pas une baguette magique ».

Plus de trois mois après son installation à Tripoli, ce gouvernement d'union nationale apparaît bien fragile. Il n'a tenu sa première réunion que la semaine dernière. Son ministre de la Défense a pris ses fonctions ce vendredi seulement en s'installant à la base de Yarmouk. Les 100 parlementaires, enthousiastes à l'arrivée du gouvernement d'union nationale, ne le sont plus aujourd'hui. La bonne volonté qu'il affiche ne suffira plus pour asseoir sa légitimité politique aux yeux d'une bonne partie des Libyens. Issu d'un accord parrainé par les Nations unies et signé en décembre 2015 au Maroc, ce gouvernement s'est installé à Tripoli le 29 mars dernier. Il s'est constitué sur la base d'un communiqué de soutien d'une centaine de députés de Parlement reconnu basée à Tobrouk à l'est du pays. Mais il n'a pas réussi à obtenir un vote officiel du Parlement et n'a pas convaincu la population.

Josiane Mambou Loukoula

ITALIE

La douleur de Matteo Renzi après l'attentat au Bangladesh

Un grand nombre d'Italiens a péri dans l'attaque de Dacca vendredi revendiquée par l'Etat islamique. Grosse émotion dans la péninsule.

Pour le Premier ministre, Matteo Renzi, c'est « une perte douloureuse », les nombreuses victimes italiennes de l'attaque de vendredi contre un restaurant fréquenté par des Occidentaux à Dacca et revendiqué par le mouvement djihadiste de l'Etat islamique. Le bilan, encore incertain samedi en mi-journée, indiquait toutefois un nombre élevé de tués parmi la communauté italienne du Bangladesh. En expliquant donner la priorité de l'information aux familles des personnes supposées tuées ou disparues, M. Matteo Renzi a indiqué : « Nous avons suivi toute la nuit le déroulement des événements en espérant une issue différente ». Pour lui, cette attaque est la « énième tragédie d'un extrémisme radical de matrice islamique qui continue de faire couler le sang innocent dans tant de parties du monde ». La presse de Rome parlait samedi

d'un bilan de 11 Italiens tués parmi les 20 morts de cette attaque. L'émotion était au maximum en une journée où, par ailleurs, l'Italie était unie autour d'un événement, la Coupe d'Europe des Nations, avec la rencontre mythique Italie-Allemagne. « Nous sommes comme une famille qui a subi une perte douloureuse mais qui n'a pas la moindre intention de donner raison à qui pense que la destruction de nos valeurs est un objectif auquel on doit consacrer sa propre existence. Nous sommes plus forts », a soutenu le Premier ministre italien. Le pays n'a pas subi d'attaques terroristes directes sur son sol. Mais ses services de renseignement et ceux des alliés avertissent chaque fois de la possibilité d'une série d'attentats dans une Italie qui est pratiquement un musée à ciel ouvert et aussi le cœur spirituel de la catholicité avec la présence du Vatican. Les djihadistes ont, à maintes reprises, averti qu'ils comptaient « marcher sur Rome la croisée » et planter la bannière de l'Etat islamique sur la coupole de la basilique Saint-Pierre de Rome.

Une dizaine d'étrangers a été arrêtée avant un passage à l'acte. Ils étaient Albanais, Marocains, Tunisiens et Egyptiens. L'Italie a, par ailleurs, vu son consulat au Caire pulvérisé par un attentat en juillet de l'année dernière. Sans parler des attentats du Bataclan à Paris ou du musée tunisien du Bardo à Tunis où il y a eu à chaque fois des victimes italiennes. « Même s'il y a 8.000 km entre la Tunisie et le Bangladesh, la trace de sang est la même », a ajouté M. Matteo Renzi.

« Les terroristes veulent arracher ce qui fait le quotidien de nos vies. Nous avons le devoir de répondre avec encore plus de force avec l'affirmation de nos valeurs, des valeurs de liberté dont nous sommes fiers et qui sont plus fortes que la haine et la terreur », a encore affirmé le Premier ministre italien, a-t-il insisté. Le pape François a condamné, pour sa part, « des actes barbares qui sont des offenses contre Dieu et contre l'humanité ». Il a adressé un télégramme de condoléances au Bangladesh.

Lucien Mpama

COOPÉRATION

Israël va consacrer 13 millions de dollars pour renforcer ses relations économiques avec l'Afrique

Au moment où le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu s'apprête à entamer sa première tournée officielle en Afrique, son cabinet a annoncé dimanche que cette enveloppe de 13 millions de dollars, soit 11,7 millions d'euros, sera consacrée au « renforcement des relations économiques et de la coopération avec les pays africains ». Elle inclut notamment une formation dans les domaines de la sécurité nationale et de la santé.

En février dernier, le Premier ministre israélien avait annoncé avoir accepté l'invitation de dirigeants africains à se rendre sur le continent africain autour du 40e anniversaire de l'opération menée le 4 juillet 1976 par des commandos israéliens pour libérer les passagers d'un vol Tel-Aviv/Paris détourné à Entebbe et dans laquelle son frère avait péri. La visite du Premier ministre sera la première du genre d'un chef de gouvernement israélien en Afrique depuis celle de Yitzhak Rabin à Casablanca en 1994. Et même si l'itinéraire officiel de son séjour n'a pas encore été divulgué, l'on sait déjà que Benjamin Netanyahu doit se rendre en Ouganda, au Kenya, en Ethiopie

et au Rwanda. Une tournée qui a pour objectif de trouver de nouveaux alliés commerciaux et de marquer le 40e anniversaire de la mort de son frère dans une opération commando en Ouganda. Elle sera l'occasion pour établir de nouvelles alliances. C'est pour cela que le cabinet du Premier ministre a approuvé une proposition d'ouvrir des bureaux de l'Agence israélienne pour le développement international dans les quatre pays que Benjamin Netanyahu visitera. Cette agence partage avec les pays en voie de développement les technologies et le savoir-faire israéliens. Pour le Premier ministre israélien, cette visite est « importante pour les entreprises is-

raéliennes et pour Israël ainsi que pour les pays d'Afrique ». « Cela fait partie d'un effort majeur de notre part pour revenir en Afrique par la grande porte », a-t-il déclaré dimanche en conseil des ministres.

Le gouvernement israélien apprécie la coopération avec l'Afrique, notamment dans les secteurs de la sécurité et de la santé. « L'avantage comparatif d'Israël dans ces domaines a créé un grand intérêt pour les pays africains qui cherchent une formation auprès d'Israël », a relevé le bureau du Premier ministre dans un communiqué. « Le continent africain constitue un vaste potentiel pour Israël (...). Le potentiel d'expansion commerciale est considérable : l'Afrique ne représente que 2% du commerce extérieur israélien », a-t-il souligné.

Selon le directeur général adjoint pour les affaires africaines aux Affaires étrangères, Yoram

Elron, Israël a choisi de renforcer sa coopération avec les Etats africains compte tenu de la croissance enregistrée ces dernières années en Afrique. « L'Afrique, qui possède aujourd'hui l'un des plus forts taux de croissance au monde, renferme de nombreuses opportunités commerciales dans des domaines où l'expertise israélienne fait autorité, comme l'agriculture, les télécommunications, l'énergie renouvelable et les infrastructures », avait-il expliqué.

Outre la coopération économique, Israël cherche aussi à s'assurer le soutien des pays africains dans les institutions internationales où ses dirigeants sont mal compris concernant la crise israélo-palestinienne, mais aussi au sujet de ses activités nucléaires. Le conflit avec les Palestiniens a porté un coup dur aux relations avec de nombreux pays africains dans les années 1960 qui avaient pris leurs distances

avec l'Etat hébreu. « Depuis le début des années 1980, les Africains ont réalisé qu'ils avaient fait une erreur », estime Aryeh Oded, ancien diplomate israélien en Afrique.

Il faut aussi signaler que ce voyage aura également une signification personnelle particulière pour Benjamin Netanyahu, 40 ans après la mort de son frère Yonatan, qui commandait l'opération pour libérer les passagers et l'équipage du vol Tel-Aviv/Paris détourné par des Palestiniens et des Allemands.

Rappelons que Benjamin Netanyahu s'était déjà rendu en 2005 en Afrique, plus précisément en Ouganda alors qu'il n'était pas encore à la tête du gouvernement israélien. A cette occasion, il avait dévoilé une plaque à la mémoire de son frère. Celle-ci décrivait l'opération des commandos israéliens comme « une expérience nationale dramatique ».

Nestor N'Gampoula

ELYSÉE

Le général Benoît Puga va quitter son poste de chef d'état-major particulier du Président François Hollande

Sorti de Saint Cyr en 1975, promotion Maréchal de Turenne, chef d'état-major particulier (CEMP) de deux présidents successifs, Nicolas Sarkozy et François Hollande, le général Benoît Puga, 63 ans, devrait quitter son poste le 6 juillet pour remplacer le général Jean-Louis Georgelin à la grande chancellerie de la Légion d'honneur.

Dans sa riche carrière, on peut retenir que le général Benoît Puga a sauté à Kolwezi en RD Congo; il est intervenu au Liban, au Tchad et d'autres théâtres d'opérations. Il a successivement occupé le poste de commandant des opérations spéciales (COS) en 2004, puis de directeur du renseignement militaire en 2008. Il cumule une excellente maîtrise des arcanes militaires et de la politique et sait mettre en avant ses compétences.

Le général Benoît Puga a su garder la confiance de deux chefs d'Etat que tout oppose, Nicolas Sarkozy et François Hollande, qu'il a servis, dans le rôle d'assistant et de conseil en tant que chef des armées. Il a ainsi été l'« aiguillon », lors des opérations Harmattan en Libye en 2011, Pamir en Afghanistan (2001-2014), Serval au Mali (2013-2014), Barkhane au Sahel depuis le 1er août 2014, Sangaris en Centrafrique, qui a pris fin juin 2016.

Plusieurs noms circulent pour le remplacer, en particulier celui de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la Marine et celui du général Eric Bucquet, directeur des opérations à la DGSE. Tous les deux bénéficient du soutien du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian qui a la confiance totale du président François Hollande, et celle du chef d'état-major des armées (CEMA), le général Pierre de Villiers.

Trois autres noms sont évoqués, dont celui du vice-amiral d'escadre Denis Béraud, commandant de la Force d'action navale (FAN) ; celui du général de division aérienne, Olivier Taprest, actuellement chef du cabinet militaire du Premier ministre, Manuel Valls, ainsi que l'actuel chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), le général André Lanata.

Noël Ndong

ANNONCE TOTAL E&P Congo

Concours d'entrée 2016 aux « classes Renforcées » du Lycée Victor

Pour la 7^{ème} année consécutive, TOTAL E&P Congo en partenariat avec la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation et le Lycée Français Charlemagne, organise le concours des classes renforcées au Lycée Victor Augagneur.

Soixante (60) élèves de nationalité congolaise seront sélectionnés par voie de concours (niveau troisième) pour constituer deux classes de seconde.

Ce dispositif d'excellence offre un double cursus dans les filières scientifiques : série C pour le programme congolais et série S pour le programme français.

Total E&P Congo prend en charge les frais d'inscriptions aux examens, les manuels scolaires et met à la disposition des élèves un cadre d'apprentissage exceptionnel (laboratoires de sciences physiques et de sciences naturelles équipés, calculatrices scientifiques, bibliothèque, salle informatique, etc.).

Le concours aura lieu à Pointe-Noire du 8 au 9 août à la suite d'une présélection sur dossier.

Si tu as entre 13 et 16 ans, tu peux déposer ton dossier de candidature du 1^{er} juin au 11 juillet aux adresses suivantes :

- Dans les locaux de la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation de Pointe-Noire (en face de l'agence Eclair au centre ville) ;
- Au secrétariat du Lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire ;
- A la représentation de Total E&P Congo de Brazzaville (Villa Paule, avenue Bayardelle, en mur mitoyen avec la Direction Technique de Airtel).

Ce dossier sera constitué de :

- Notes du BEPC blanc de l'année en cours organisé par la Direction Départementale ;
- Moyennes générales de l'année en cours ;
- Bulletins scolaires des classes de 4^{ème} et de 3^{ème} ;
- 1 Copie de l'acte de naissance ;
- 2 Photos d'identité (2)
- 1 Certificat de nationalité.

Bonne chance !



DDEPSA

TOTAL E&P CONGO

FRANCE

Michel Bouboutou Mampouya à la rencontre des membres de l'association France-Congo Brazzaville

La mission de coopération décentralisée Pool-France continue son périple au plus près des Congolais de l'étranger et des amis du Congo

Après Strasbourg et Ribeauvillé, Michel Bouboutou Mampouya, président du Conseil départemental du Pool, s'est rendu samedi 2 juillet, au Mans, chef-lieu du département de la Sarthe, à la rencontre des membres de l'association France-Congo Brazzaville afin de les remercier pour le don d'une ambulance qu'ils ont fait au Conseil qu'il préside.

Michel Bouboutou a rappelé qu'il avait été longtemps, lui-même, un congolais de la diaspora avant de rentrer au Congo pour contribuer au développement de son pays d'origine. Il a chaleureusement remercié les membres de l'association pour leur « geste de solidarité qui va contribuer à sauver des vies dans le département ».

Poursuivant les axes de coopération possibles, il a évoqué le problème de la formation professionnelle qualifiante et de la réinsertion des jeunes dans le Pool. C'était l'occasion donnée au président du Conseil départemental de souligner auprès de ses partenaires, entre autres, les difficultés d'accès à la lecture dans son département. Mais surtout, de demander la fourniture « de machines-outils pour équiper le lycée technique de Kinkala, ainsi que les CET de Linzolo, Mayama et Louingui

en faveur du Congo. En substance, « l'aigle va loin mais il n'oublie jamais son arbre d'attache... ».

président natif de Louingui dans le département du Pool. Bernard Nkaloulou est enseignant et

L'Harmattan en 2015.

A propos de l'association France-Congo Brazzaville, elle a été créée par huit membres en 2000, au sortir du cycle des guerres civiles. Elle en compte aujourd'hui environ soixante (essentiellement des sarthois, un sénégalais, un malien et un congolais). En partenariat avec l'association « Bana 10 maisons », France-Congo Brazzaville a pour piliers la santé, l'éducation et la culture. Depuis 2001, elle organise chaque année, dans la Sarthe, une marche de solidarité dénommée « En marche vers Kinkala ».

En 16 ans d'existence, l'association a envoyé au Congo : 4 conteneurs d'objets divers de première nécessité et une ambulance. Elle a permis l'établissement d'un partenariat Kinkala-Le Mans, facilitant l'accueil de stagiaires de l'hôpital de Kinkala dans l'hôpital du chef-lieu de la Sarthe. A son actif également, la mise en place d'une coopérative communautaire et une autre en faveur des femmes pour lesquelles des machines à coudre ont été envoyées.

« Une visite du président du Conseil départemental du Pool sur place au Mans était nécessaire », a confié un des membres de l'association, heureux de la personnalisation apportée par cette séance de travail dans le cadre des échanges entre le Mans et le Pool.

Marie Alfred Ngoma



Michel Bouboutou Mampouya, président du Conseil départemental du Pool entouré des membres de l'association France-Congo Brazzaville / Crédit photo : France-Congo Brazzaville

qui doivent s'ouvrir prochainement ».

Réceptif aux doléances de son invité, c'est par un proverbe « Kongo » que Bernard Nkaloulou, président de l'association France-Congo Brazzaville a tenu à expliquer son engagement en

Et d'expliquer comment l'histoire commune entre l'Afrique et la France demeure à jamais le vecteur commun de cette mémoire. Dans un futur proche, l'association réalisera un projet de centre d'information et de documentation médicale, a confié le

conteur, une manière de valoriser la culture du Congo, mais surtout de la léguer aux futures générations. Car, il est l'auteur de 3 recueils de contes, deux romans, ainsi que d'un recueil de proverbes, « Bingana ou le souffle des ancêtres », paru aux éditions

CLANDESTINITÉ

L'immigration, un business de grand rendement

Les morts en Méditerranée, les cadavres éviscérés retrouvés dans les déserts, des esclaves enchaînés dans quelques fermes isolées : des malheurs qui rapportent.

On savait que l'immigration clandestine était une affaire de gros sous. A chaque tentative de sortir des frontières de son pays, le candidat au départ sait qu'il doit se constituer un petit pactole qui tarira en chemin, au gré des mille-et-un tracés à surmonter jusqu'à l'entrée sur le territoire européen. Chaque douanier, chaque garde-frontière, chaque policier contrôlant un passeport (ou le procureur) sont autant de sangues sur la longue chaîne des relais jusqu'au but final (qui peut n'être que, corps anonyme, un

cercueil ou quelque coin oublié d'une morgue en Egypte, au Soudan ou en Libye.

La longue liste des horreurs sur le chemin de l'immigration est régulièrement dénoncée par les enquêteurs ou les associations humanitaires, la presse ou les migrants eux-mêmes. Mais chaque fois, telle la paramécie, l'horreur se reproduit et ne dissuade que rarement les téméraires de tenter la chance à leur tour. La police a annoncé lundi avoir mené un vaste coup de filet contre un réseau de trafiquants de migrants sur toute l'Italie. L'opération, qualifiée de « particulièrement réussie » par le ministre de l'Intérieur Angelino Alfano, a été menée à bien grâce à la coopération d'un Erythréen. Répondant au nom de Nuredin

Wehabrebi Atta, l'homme avait été arrêté pour trafic de personnes en 2014. Depuis lors, la police a réussi à le retourner et à lui faire dire par le menu les détails d'organisation d'une véritable internationale du crime. Allant du trafic de migrants, au trafic d'organes humains en passant par le trafic de drogue ou de prostituées, l'organisation qui a été démantelée durant le week-end était générée par des Erythréens, des Ethiopiens, des Italiens et des Egyptiens.

Le ministre Alfano s'est réjoui que le coup de filet de ses services ait conduit à l'arrestation de 38 personnes en tout : 25 Erythréens, 12 Ethiopiens et un Italien. L'opération a concerné la région méridionale de Sicile, celle de Rome et de son pourtour du Latium ainsi

que la Lombardie, au nord. « Pas de répit pour les marchands de mort », a affirmé le ministre de l'Intérieur qui a révélé que, pour la première fois en Italie, un étranger - Nuredin Wehabrebi Atta, l'Erythréen - a été placé sous la protection 24h/24 de la police ainsi qu'on le fait pour les repentis de la mafia. L'opération, dénommée « Galuco3 », a permis de comprendre un peu plus les mécanismes et l'étendue des agissements de cette mafia transnationale. Nuredin Wehabrebi Atta a confié aux enquêteurs qu'il avait décidé de vider son sac « parce qu'il en avait assez : il y a eu trop de morts », a-t-il dit aux policiers. Les passeurs n'hésitaient pas à exiger le paiement comptant. Pour ceux qui n'avaient pas la

somme fixée, le sort était la mort, et le prélèvement ensuite de leurs organes revendus « à des trafiquants d'origine égyptienne ». Tout était bon pour ce juteux trafic : importation et vente de la feuille de khat, sorte de drogue à mâcher fleurissant dans la Corne de l'Afrique où sa vente est interdite ; organisation de mariages blancs pour faire prendre le visa de venue en Europe à de faux époux/ses etc... Une affaire florissante, a affirmé la police qui révèle que la perquisition, en juin, d'une innocente parfumerie gérée par des hommes en lien avec les migrants au cœur de Rome, a permis la saisie de 526.000 euros (près de 345 millions de francs CFA) et 25.000 dollars en liquide !

Lucien Mpama



INCUBATEUR
SOUNGA NGA



Chères sœurs du Congo Brazzaville, vous pouvez dès aujourd'hui proposer votre candidature pour participer au projet de soutien et de développement de votre entreprise, l'incubateur Sounga Nga. Il vous suffit de télécharger et remplir votre dossier puis de le renvoyer à l'adresse mail indiquée.

> Téléchargez ici votre dossier de candidature :

www.fondationsounga.org/sounga-nga



REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET EAU ELECTRICITE ET DEVELOPPEMENT URBAIN
(PEEDU)
Cofinancement Congo / Banque Mondiale
BP 2099 - Brazzaville
Tél: [00 242] 05 556 87 87 - Email: pedu_congo@yahoo.fr



**AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 008/PEEDU/2016 DU 28 JUIN 2016
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA REALISATION D'UN PLAN SUCCINCT DE REINSTALLATION (PSR) POUR LA CONSTRUCTION DE TROIS (3) AGENCES TECHNICO-COMMERCIALES A BRAZZAVILLE.**

Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et se proposent d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les prestations d'un consultant individuel chargé de la réalisation d'un Plan Succinct de Réinstallation (PSR) dans le cadre des travaux de construction de trois (3) agences technico-commerciales à Brazzaville.

De manière générale le consultant à sélectionner devra appuyer l'UCP-PEEDU dans la collecte des données relatives à la mise en place d'un plan succinct de réinstallation (PSR) en vue d'assurer les indemnités et les éventuelles relocalisations des populations susceptibles de subir une perte d'activités suite aux travaux engagés par le PEEDU, dans le cadre de la construction de agences technico-commerciales.

De manière spécifique le consultant sera chargé entre autres d'identifier et hiérarchiser les différents types d'activités génératrices de revenus à délocaliser suite à la construction des agences technico-commerciales ainsi que les sites potentiels pour la réinstallation des commerçants pendant les travaux.

Le consultant devra :

- être titulaire d'un Master ou diplôme équivalent en sociologie générale, agroéconomie, environnement en planification du développement et autres domaines connexes.
- Avoir une expérience solide d'au moins dix (10) ans dans le domaine de la planification et de gestion environnementale et sociale des projets.
- Avoir une solide connaissance des problèmes de l'analyse socioéconomique, de la gestion participative et de la mise en place des infrastructures urbaines et d'électricité.
- Son expérience doit être soutenue par une bonne connaissance des pro-

blèmes liés au développement urbain et à la problématique de distribution de l'énergie électrique dans les pays en développement.

L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (CV détaillé avec des références concernant l'exécution de contrats analogues et lettre de motivation).

Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale, édition janvier 2011.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou transmis par voie électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le mardi 19 juillet 2016 à 14 heures :

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU)
Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, (ex siège du Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics) - Brazzaville - République du Congo
Tél: [242]055568787. Email : pedu_congo@yahoo.fr / mbouesso@yahoo.fr

Fait à Brazzaville, le 28 juin 2016.

Le Coordonnateur du PEEDU

Maurice BOUESSO./.

Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



**ETUDIER EN
RUSSIE**

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!
WWW.EDURUSSIA.RU

Frais d'études et d'hébergement:
de 2500 à 3500
dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire

Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tel: +242 055005560; 044806918

à Brazzaville

Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

NÉCROLOGIE

Roger Séraphin loupet agent des Dépêches de B/ville

La famille Loupet, la veuve Morapenda née Bazenga Philomène, les familles Nanitelamio et Houla, les enfants Moboua annoncent aux parents, amis et connaissances, le programme des obsèques de leur sœur, mère, tante et nièce Christine Nzonzeka, survenu à Abidjan (Côte-d'Ivoire) s'organise comme suit :

Jeu 7 juillet : arrivée de la dépouille mortelle à l'aéroport Maya-Maya et dépot à la morgue municipale ;

Samedi 9 juillet :

-9h00 : levée du corps à la morgue du CHU et recueillement au domicile familial, n°28 bis, rue Mbamou à Mougali ; et office religieux sur place.

13h00 : départ pour le cimetière privé Bouka ;

-15h30 : fin de la cérémonie.



Les familles Mboundza et Eboto informent tous les parents, amis et connaissances que les obsèques de leur frère, père et grand père nommé Daniel Mapika, Inspecteur retraité de la CNSS, auront lieu ce mardi 5 juillet 2016 selon le programme suivant :

-9h, levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville

-11h, recueillement au domicile du disparu sis rue jardin Kronenbourg

-13h, départ pour l'enterrement pour cimetière privée Bouka

-16h, retour et fin de la cérémonie

Papa Daniel, nous ne t'oublierons jamais !

CHANGEMENT DE NOM

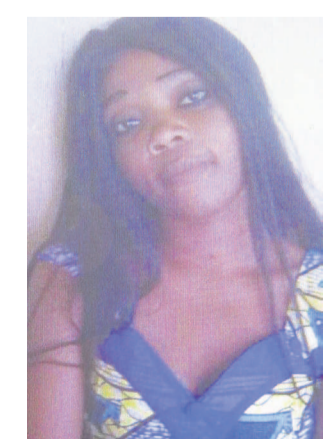
Je m'appelle Fatoumata Ousman, je désire désormais être appelé Cissé Ousmane.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

Charlem Léa Legnoki, Journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Messieurs Epiti Faustin Alvarez, Enzongo Yvon Bilbert et Ngambomi Roland tous à Pointe-Noire, ont le profond regret d'informer les parents de Brazzaville, Mossaka, Owando, les amis et tous les ressortissants du district de Mossaka résidant à Pointe-Noire, le décès inopiné de leur sœur et fille, Ebondzo Assy Prodelle Titi, survenu le jeudi, 29 juin 2016 à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient dans le secteur de Boscongo en face du Camp 31 Juillet à Pointe-Noire.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



FRANCE

La commune de Loudun, première étape de la tournée européenne du groupe Ndima

Unique groupe africain invité au Festival du film ethnographique du Loudinçais (centre-ouest de la France), l'orchestre traditionnel congolais Ndima, composé essentiellement des autochtones Akas et conduit par le manager Bantou Sorel Eta, s'est produit le samedi 2 juillet devant un public qui le découvrait pour la première fois. Cette prestation marque la première étape de sa tournée européenne qui va durer près de deux semaines.

C'est dans la salle des spectacles du centre culturel René Monory de Loudun que le groupe Ndima s'est produit. Peu avant la prestation des artistes de Ndima le public, qui a occupé les trois quarts des 400 sièges du centre culturel, a d'abord eu droit à la projection du film intitulé *Les pygmées du Congo* du réalisateur français Francis Salvador. Ce film d'une durée de cinquante minutes a été tourné en deux séquences ces deux dernières années chez les Mbendzélés de la Sangha et les Akas de la Likouala dans le nord du Congo où certains de ces peuples autochtones demeurent conservateurs.

D'après Francis Salvador les premières traces des peuples autochtones (longtemps connus sous l'appellation pygmées) remontent à plus de 2.000 ans avant Jésus Christ.

A ce jour, a-t-il affirmé, on dé-

nombre quelque 250.000 individus répartis sur les territoires du Cameroun, de la Centrafrique, du Gabon, du Congo et de la République démocratique du Congo.

C'est à la fin du film que les six artistes du groupe Ndima vêtus de raphia et des cache-sexes ont fait leur apparition sur la scène sous une fraîcheur estivale « supportable ».

Pendant un peu plus d'une heure ils ont joué aux tambours et à l'arc musical, puis dansé sans s'arrêter ou presque sous des applaudissements nourris. Le yodle (genre musical dont les autochtones détiennent seuls le secret) a retenti pendant longtemps devant un

public composé des personnes adultes et des petits enfants venus des quatre coins de Loudun, une joviale communauté urbaine de 7.000 habitants.

« Ces chants du groupe Ndima sont quelque chose de merveilleux », s'est réjoui Patrick Bernard, président de la Fondation Anako organisateur du Festival du film ethnographique du Loudinçais qui n'est qu'à sa deuxième édition.

« Ce n'était pas du tout évident de faire venir autant de gens d'une petite ville pour assister au spectacle. Ils ont vu et écouté des gens dont ils ignoraient la provenance », a-t-il commenté.

« Mon petit doigt me dit que c'est

LOUDUN EN QUELQUES MOTS

La cité de Loudun est bien visible sur la carte de la France, mais elle est apparemment peu connue de certains Français. Pour s'en rendre compte, il suffisait de dire à un correspondant au bout de fil que le groupe Ndima a pris ses quartiers à Loudun pour qu'il réponde à son tour : « Loudun ! Aucune idée ».

Cette cité de 7.000 âmes doit, entre autres, sa célébrité à son enfant Théophraste Renaudot qui y naquit en 1586 et donna son nom plus tard à un célèbre prix de littérature.

Dans le hall de la mairie est installé un tableau sur lequel on peut lire tous les noms des Loudinçais morts pendant les deux grandes guerres mondiales. Loudun est une importante zone agropastorale : on trouve presque partout des champs de blé, de maïs ou encore des fleurs appelées "soucis" et surtout des fermes où sont élevés des vaches laitières, des bovins, des chèvres.



Le groupe Ndima du Congo sur scène dans la salle des spectacles du centre culturel René Monory de Loudun en France/ photos DR

le début d'une longue histoire avec Sorel Eta et les Akas », a laissé entendre Patrick Bernard qui porte un regard sensible et se consacre depuis 40 ans aux peuples des traditions orales les plus menacées. La Fondation Anako a placé son festival sous le signe des derniers chasseurs cueilleurs itinérants de la planète. Elle lutte pour la survie de leur mode de vie, en préservant leur patrimoine immatériel et culturel.

« Aujourd'hui les dernières tribus autochtones sont menacées par les déséquilibres engendrés par notre mode de développement », a reconnu Joël Dazas, maire de Loudun.

« Participer à leur protection et les écouter dans le message qu'ils ont à nous transmettre fait partie des clés de notre avenir, pour que nous retrouvions cet équilibre entre l'homme et la nature que nous avons si souvent mis au second plan », a soutenu M. Dazas.

Peu avant de quitter Loudun pour Paris (France) et Rudolstadt (Allemagne) pour la suite de sa tournée, le groupe Ndima a été honoré : son manager Sorel Eta s'est vu octroyer la toute première bourse de la Fondation Anako pour poursuivre son travail de collecte et de conservation de la mémoire des populations autochtones Akas. La Française Lauria Lorillard, qui a souvet travaillé sur les Senoufos en Côte d'Ivoire, est également lauréate de cette bourse.

En plus un accord de jumelage devra être signé entre l'ethno musée de la Fondation Anako, logé dans le château de Verrière près de Loudun, et celui de Sorel Eta basé à Brazzaville. « Avec le peu de moyens il nous faut aider Sorel », a promis Patrick Bernard.

Ndima a fait du tourisme

Les jours qui ont précédé la première prestation de Ndima ont

été marqués par des visites touristiques près de Loudun, notamment dans la ferme de Sèmechoux où le couple Sarah et Quentin Sigonneau tient un élevage de chèvres depuis 2009. Dans cette chèvrerie de 12 hectares on dénombre une centaine de bêtes dont 55 laitières. Au terme de la visite, les autochtones ont pu goûter du fromage fraîchement sorti de la fromagerie.

Dans la ferme de Lassay opérationnelle depuis 1972, ils ont pu voir quelque 140 vaches destinées au renouvellement du troupeau laitier.

Dans la commune de Berrie les autochtones ont pu visiter une parcelle de vigne avant de se rendre dans un Chai (endroit où se fabrique du vin) tenu par Isabelle Saumur. Les locaux abritant le Chai datent du VII^{ème} siècle. Une dégustation a été organisée à leur honneur dans une cave.

La grande immersion a eu lieu à l'ethno musée de la Fondation Anako dans le château de Verrière (vieux de sept siècles) où les Akas ont visité des expositions sur les « mondes en sursis » y compris le leur. Il s'est agi en principe d'un voyage au cœur de l'humanité. L'ethno musée d'Anako est un espace d'expositions et de documentation sur plus de 600 mètres carrés disposant de six salles d'expositions et de projections...

« On est là pour montrer les peuples qui n'ont pas pu écrire ; qui n'ont pas leurs histoires gravées dans les vieilles pierres », a expliqué Patrick Bernard aux visiteurs.

« On change les expositions tous les deux ans. Après l'exposition sur les Amérindiens, nous montrons cette fois-ci les chasseurs cueilleurs itinérants qui ne sont plus que quelques Indiens en Amazonie, des pygmées en Afrique centrale et quelques individus en Asie », a-t-il ajouté.

La Rédaction

SUIVEZ L' EURO 2016 SUR ECRAN GEANT

50% de réduction sur toutes les boissons alcoolisées

Menu spécial pour L'EURO 2016

Contact:
00242 06 4 66 66 21
00242 05 3 66 66 21
00242 06 4 66 66 17

MIKHAEL'S

UEFA EURO 2016 FRANCE

IN MEMORIAM



2 juillet 2013 – 2 juillet 2016, cela fait trois ans que disparaissent : Mme Youdi Dianzinga Angélique et son fils Maixent Karl Nkounkou Youdi. La famille Youdi, Fernand, Aurélie, Udith Flore ne cessera de remercier sincèrement les parents, amis et connaissances qui les ont soutenus lors de la douloureuse épreuve. Merci pour tout et une pensée profonde pour les êtres chers qui nous ont quittés.

OPPOSITION

Etienne Tshisekedi tient un grand meeting le 31 juillet à Kinshasa

L'opposant historique annonce la tenue le 31 juillet à Kinshasa d'un « grand meeting » organisé par le nouveau « Rassemblement des forces acquises au changement » dont il préside aux destinées.

Après plusieurs rendez-vous manqués, Etienne Tshisekedi confirme son retour à Kinshasa le 31 juillet prochain, espérant que cette fois-ci sera la bonne. Le leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a fait cette annonce le 29 juin dernier depuis Bruxelles dans la foulée de la célébration du 56^e anniversaire de l'indépendance. Fort de son statut de président du Rassemblement des Forces Politiques et Sociales de la RDC acquises au Changement, la nouvelle plateforme de l'opposition née du Conclave Genval, le vieil opposant entend entretenir le peuple congolais sur les enjeux du processus électoral.

En procédant à une évaluation sans complaisance dudit processus électoral, il mise sur l'implication de tous les Congolais pour le rendre viable, « non entaché d'irrégularités, de fraudes et de manœuvres tendant à pérenniser le pouvoir actuel ». Il en a profité pour mettre



Etienne Tshisekedi

en garde les dirigeants actuels qui n'ont jamais renoncé aux velléités de modification de la Constitution aux fins de glissement du mandat présidentiel. « Chercher à fouler au pied notre Constitution dont ils ont été les principaux jouisseurs est une haute trahison pour laquelle ils seront poursuivis par les juridictions nationales compétentes et neutres », a lancé Etienne Tshisekedi dans ce message qui donne toute la mesure de son combat pour le respect de la

Constitution et des délais prescrits de la tenue des élections.

Le challenger de Joseph Kabila à la présidentielle de 2011 n'a, par ailleurs, pipé mot sur le dialogue politique qui se profile à l'horizon préférant, en lieu et place, martelé sur la date du 19 décembre 2016 censée consacrer la fin constitutionnelle du deuxième mandat du président Joseph Kabila sur l'organisation des scrutins dans les délais constitutionnels.

Alain Diasso

ENJEU DE L'HEURE

L'opposition pro-dialogue appelle à la tenue immédiate du forum

En réunion le 29 juin à Kinshasa, ce nouveau regroupement politique exhorte les forces politiques et sociales encore hésitantes à avoir un sursaut de patriotisme pour hâter le démarrage du Dialogue politique national et inclusif.

Les partis politiques, regroupements de l'opposition et personnalités politiques pro-dialogue se sont réunis le 29 juin dernier à l'Hôtel Béatrice à Kinshasa en vue des échanges sur le processus électoral et le Dialogue politique national et inclusif.

Les participants à ce forum avec à leur tête, Steve Mbikayi, Justin Bitakwira, Azarias Ruberwa et Sylvanus Mushi Bonane ont, à l'issue des discussions, formulé une série des recommandations reflétant leur perception en rapport avec les enjeux politiques de l'heure.

Réaffirmant solennellement leur engagement à participer pleinement aux travaux du Comité préparatoire et à ceux du Dialogue proprement dit, ils ont appelé à la tenue immédiate de ces assises. « L'heure est grave et il faudra

faire avec ceux qui sont prêts », a déclaré Steve Mbikayi qui s'est chargé de la lecture du communiqué final. D'où la demande expresse faite au facilitateur Edem Kodjo afin « d'organiser la tenue effective du Dialogue politique national et inclusif dans le respect de la Constitution et ce, sans délai, et de faire preuve de neutralité dans sa mission ».

Pour l'opposition pro-dialogue, ce forum national devrait se cristalliser autour des questions relatives au renouvellement du fichier électoral, au calendrier électoral, au budget des élections et à la décripation du climat politique.

Par ailleurs, l'opposition pro-dialogue demande à l'Opposition et la Majorité au pouvoir de se concerter en vue de désigner les co-moderateurs du Dialogue politique national et inclusif tel que prévu par l'ordonnance présidentielle le convoquant. Pour ce regroupement politique, ce dialogue politique devra accoucher d'un Pacte républicain qui permettra de remettre le processus électoral sur les rails sans énerver la Constitution.

A.D.

VIE POLITIQUE

L'Udesc indexe l'immaturité de la classe politique congolaise

Le président national de l'Union pour le développement social et communautaire (Udesc), Isaac Muamba Kalonji, ne ménage aucun effort pour alerter l'opinion nationale et internationale sur la situation politique en RDC, étant donné qu'elle s'obscurcit au fur et à mesure qu'on s'approche de la date fatidique du 19 Décembre 2016, synonyme de la fin du mandat du chef de l'Etat Joseph Kabila Kabange.

Pour ce parti, la classe politique congolaise (Majorité Présidentielle et Opposition dans toutes ses structures) s'est profondément compromise, accusant un considérable déficit d'éthique et de moralité aux yeux de la population congolaise alors que le pays célèbre le 56^e anniversaire de l'indépendance. « Elle ne s'offusque pas à recourir aux méthodes des années 1990 du régime Mobutu pour entretenir la confusion dans cette période cruciale de notre pays. Malheureusement les méthodes de gestion des affaires politiques dans notre pays ne changent pas avec les mêmes acteurs effrénés de la soif au pouvoir, au mépris des principes républicains, de la justice sociale, de la justice économique, etc. », déclare Isaac Muamba Kalonji. Et il ajoute : « Après plus de 50 ans de l'accession du pays à la souveraineté nationale et internationale, interpelle et regrette l'Udesc, les acteurs majeurs de la classe politique congolaise se tournent vers l'Occident pour parler de l'avenir du pays. « La tenue du Conclave qui a rassemblé les ennemis d'hier à Genval à Bruxelles s'inscrit dans une démarche de déstabilisation de

la RDC déjà exposée au plan de balkanisation tant rêvé par des puissances occidentales parvins de la réunion. L'Udesc condamne la position tranchante de l'Opposition réunie à Bruxelles, dont les résolutions viennent envenimer davantage la situation », a indiqué le leader de ce parti.

Isaac Muamba n'épargne pas la Majorité au pouvoir qu'il considère comme la principale cause du blocage du processus électoral. Il affirme que « le régime en place continue de multiplier des stratagèmes pour prolonger le mandat du président de la République au détriment du respect constitutionnel ». Il fustige, par ailleurs, les tentatives de restriction de la liberté d'expression, la fermeture de certains médias proches de l'Opposition, les arrestations des acteurs politiques, des activistes des droits de l'Homme, etc. Par rapport à toute cette situation, a-t-il dit, « on assiste à une véritable radicalisation des opinions porteuses de germes de conflit capable de compromettre l'avenir du pays et anéantir les avancées démocratiques obtenues au prix du sang ». Et le

leader de l'Udesc reste cependant optimiste : « Nous croyons en la maturité de nos compatriotes à déjouer tout complot contre ses intérêts d'où qu'il vienne, ils l'ont démontré le 19 janvier 2015, de manière spontanée, la population s'est levée sur l'ensemble du pays pour empêcher le glissement tenté par la Majorité présidentielle ».

L'Udesc encourage fermement l'idée du Dialogue afin d'établir un calendrier électoral consensuel et garantir la paix, la démocratie et la sécurité au pays, conditions sine qua non afin de débloquent le processus électoral. Et, Isaac Muamba Kalonji lance un appel pathétique au chef de l'Etat, garant du bon fonctionnement des institutions, « de poser des gestes clairs et concrets pour décriper le climat politique assez tendu, et se prononcer devant la nation sur le fait qu'il n'exercera pas le pouvoir au-delà du mandat constitutionnel ».

Le président de l'Udesc continue, sans anicroche, son périple américain afin de nouer des contacts avec le monde politique et économique américain pour le changement en RDC au profit de l'égalité sociale, l'instauration de la bonne gouvernance. Il a exprimé son intérêt à visiter, dans un bref délai, la Russie et l'Algérie avant de se rendre au Vatican.

Martin Engimo

KONGO-CENTRAL

Clôture des journées de santé de l'enfant

L'organisation de ces journées qui se sont clôturées hier au Kongo-central s'inscrit dans le souci d'atteindre l'Objectif de développement durable (ODD 3) qui vise la réduction de la morbidité et de la mortalité infantile.

Durant le déroulement de ces journées, des enfants ont été vaccinés aux différents antigènes de routine, ils ont été aussi supplémentés en vitamine A et déparasités au mebendazole. Au total, a fait savoir la ministre provinciale de la Santé du Kongo Central, Thérèse Mambu Nyangi, lors du lancement de ces journées au centre de santé d'Etat Soyo Régi à Matadi, trois mille cinq cent quinze enfants âgés de 0 à 11 mois devraient être récupérés avec tous les antigènes en programme élargi de vaccination (PEV) de routine. Tandis que six cent quarante-quatre mille deux cent soixante-six enfants de six mois à cinquante-neuf devraient être supplémentés en vitamine A et cinq cent soixante-huit mille quatre cent vingt-deux enfants d'un à cinq ans devraient être déparasités au mebendazole, grâce à la stratégie fixe et fixe avancée.

Les journées de santé de l'enfant ont ciblé trente et une zones de santé dans la province du Kongo-central. Rappelons que lors du lancement de ces journées, la ministre provinciale a invité les parents ayant les enfants de cette tranche d'âge à les amener vers les centres de santé les plus proches pour leur faire bénéficier de différents antigènes, avant d'appeler les hommes mariés à accompagner leurs femmes enceintes pour être vaccinées contre le tétanos. Aux médecins chefs de zone de santé, la ministre provinciale de la santé les a invités à procéder à une meilleure organisation des services pour la réussite de ces journées.

Quant au chef de bureau de l'Unicef/Kongo Central, Marcel Kabeya, il a rappelé, au nom des partenaires, qu'il travaille actuellement pour les Objectifs de développement durable à atteindre d'ici 2030. Il a, en outre, plaidé auprès de l'autorité politico-administrative pour l'accompagnement des acteurs de santé, des mobilisateurs, du personnel de santé pour atteindre les enfants cible et encadrer l'opération lancée.

Aline Nzuzi

98^e SESSION DU CONSEIL PERMANENT DE LA FRANCOPHONIE

Isabel Tshombe réaffirme la nécessité du dialogue en RDC

Pour la représentante personnelle du chef de l'Etat congolais à la Francophonie, cette rencontre devra notamment conduire à des élections, libres, transparentes et sans exclure une bonne partie de l'électorat dont les jeunes et les Congolais de l'étranger.

La 98^e session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) tenue le 30 juin, au centre de conférences du ministère des Affaires étrangères et du Développement international, à Paris, a été l'occasion pour la représentante personnelle du chef de l'Etat de la RDC à la Francophonie, Isabel Machik Ruth Tshombe, de réitérer la volonté dont font montre le président Joseph Kabila et le gouvernement, « pour donner toute sa chance » au dialogue national attendu aux pays, « pour qu'il soit à la fois inclusif et puisse conduire à des élections, libres, transparentes et sans exclure une bonne partie de l'électorat dont les jeunes et les Congolais de l'étranger ».

Parlant justement des élections, la représentante personnelle du chef de l'Etat congolais à la Francophonie a confirmé que « la Cénî attend le consensus de la classe politique pour pouvoir publier un nouveau calendrier ». Isabel Tshombe



La représentante personnelle du Chef de l'Etat congolais à la Francophonie.

a, en outre, souligné la détermination du président de la République et du gouvernement de « préserver les acquis de la démocratie ».

Par ailleurs, la représentante personnelle du chef de l'Etat à la Francophonie a fustigé les accusations de manque de libertés en RDC et d'autres mauvaises intentions prêtées au Congo. Elle a ainsi rappelé au CPF que la « RDC est un pays où on a plus de 60 chaînes de télévision et où on s'exprime librement ».

Sous la présidence de la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le CPF s'est penché notamment sur les questions politiques, diplomatiques et dans l'espace francophone.

Un communiqué publié par le service de communication de la représentante personnelle du chef de l'Etat congolais à la Francophonie a noté que les questions de coopération, administratives et financières ont fait aussi l'objet de cette rencontre à laquelle a pris part Mme Isabel Machik Ruth Tshombe.

A l'ouverture des travaux, la secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean, a fait rapport aux représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement, membres de la Francophonie, sur l'action politique, diplomatique et écono-

mique de la Francophonie.

Le Madagascar, hôte du prochain sommet de la Francophonie, a présenté le premier texte, le texte martyr, devant conduire à la déclaration qui sera adoptée par les chefs d'Etats et de gouvernement, membres de la Francophonie au XVI^e Sommet à Antananarivo. Alors qu'il revient maintenant aux Etats d'apporter leurs contributions à la rédaction de cette déclaration à travers les travaux du Comité ad hoc de rédactions des textes du sommet qui sera présidé par le Madagascar.

Par ailleurs, le CPF a décidé, d'une part, du retour de la République centrafricaine au sein des instances de la Francophonie, après sa suspension en 2013, à la suite du coup d'Etat par la coalition des ex-Seleka, et d'autre part, de maintenir sous observation le Burundi.

Il est noté que la Canada-Brunswick a été retenue sur décision du CPF d'accueillir en 2021, la 9^e édition des jeux de la Francophonie.

Alors que la 8^e édition sera organisée du 21 au 30 juillet 2017 en Côte d'Ivoire.

Lucien Dianzenza

EMPLOI

Des centaines de milliers de jeunes africains bientôt formés par Nestlé

Le groupe suisse s'apprête à lancer la formation de 300 000 jeunes africains en quête d'emplois dans la région. Cette initiative vise à contribuer aux solutions durables dans le phénomène de chômage élevé des jeunes qui pose des défis d'ordre social et économique.

Dans l'ensemble, il s'agit des formations qui visent à soutenir les efforts régionaux de qualification de la main d'œuvre. Au niveau des matières qui seront dispensées, l'on a appris que les jeunes chômeurs vont bénéficier, entre autres, des conseils pratiques sur l'entretien d'embauche et la rédaction de CV. Les formations se tiendront sur les sites Nestlé, les salons pour l'emploi, les écoles et autres universités. Pour le groupe suisse, le choix de l'Afrique est stratégique dans la mesure où elle représente la région du monde la plus frappée par le chômage. En 2013, l'on comptait environ 75 millions de jeunes chômeurs dont 38 millions vivant en Afrique. Par ailleurs, le taux de chômage chez les 200 millions d'habitants âgés de 18 à 24 ans en Afrique est le double de celui des adultes.

Il faut craindre une jeunesse sans perspectives professionnelles, affirme l'Organisation internationale du travail (OIT), « est une génération perdue, menaçant la cohésion sociale ».

La Banque mondiale aborde dans le même élan en révélant que 40 % des jeunes qui regagnent les mouvements rebelles et terroristes sont motivés par le manque d'emplois. Et les pays les plus durement touchés sont surtout ceux qui sortent d'une longue période de guerre civile et des turbulences politiques.

Toutefois, le phénomène est tout aussi inquiétant dans les pays africains les plus riches, notamment le Nigéria et l'Afrique du Sud. Plusieurs études attestent que l'une des causes de la crise de l'emploi est l'inadéquation entre l'offre et la demande, entre les formations proposées et les besoins du marché. « Les économies africaines sont rurales à 80 %, et pourtant, il n'y a pas un seul lycée agricole digne de ce nom en Afrique », conclut l'OIT.

L.E.

COOPÉRATION SUD-SUD

L'Inde gagne du terrain en Afrique

Sur les traces de sa puissante rivale, la Chine, le géant asiatique compte doubler ses investissements sur le continent africain. Les autorités indiennes veulent les augmenter sensiblement jusqu'à atteindre le volume d'investissements de l'Empire du milieu dans la région.

Passant déjà à l'acte, l'Inde a commencé à sillonner l'Afrique subsaharienne : Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, etc. Avec plus de 7 % de croissance économique en 2015, le pays affiche l'un des meilleurs taux du continent asiatique, voire du monde. Il lui faut plus de matières premières pour mettre à niveau ses infrastructures et développer son secteur industriel, un des plus performants de la région. Pour y parvenir, l'Inde a mis en œuvre des réformes pour renforcer la confiance des entreprises et des investisseurs. Au-delà, une telle démarche vise surtout à accroître les entrées de capitaux. Certains analystes comparent l'Inde d'aujourd'hui à la Chine de ces 15 dernières années. Pour ce pays, le développement économique est aujourd'hui une question de survie. En effet, l'Inde devrait, à en croire les projections démographiques de la Banque mondiale (BM), détrôner la Chine dès 2022 et atteindre 1,7 milliard d'habitants en 2050.

Selon la BM, la Chine et l'Inde ont contribué largement à la consommation mondiale des produits de base au cours des 20 dernières

années. L'Inde y a contribué moins que la Chine mais elle reste un partenaire potentiel pour la région dans la demande des métaux et produits énergétiques. Au cours de la période en examen, la demande chinoise a fait un bond pour atteindre près de 50 % de la consommation mondiale. Quant à l'Inde, elle a augmenté sa demande dans des proportions moins importantes, de 3 à 9 % de la consommation mondiale. Comme l'attestent les experts internationaux, la demande sino-indienne restera soutenue malgré la crise des matières premières qui est le fruit du ralentissement de la croissance des économies émergentes.

Au cours des prochaines années, la demande de l'Inde constituera sans doute le facteur déterminant de la consommation des produits industriels de base.

Pour la Chine, elle contribuera plutôt largement à la demande mondiale d'énergie suite aux efforts qu'elle déploie pour rééquilibrer sa croissance, précise la BM. L'Afrique sera au centre des grands enjeux stratégiques des pays développés et émergents en quête de partenariats solides pour s'installer plus solidement dans cette région en pleine expansion. Selon DHL, le développement du secteur de détail est fulgurant en Afrique. « Les détaillants africains se développent quatre à cinq fois plus vite que les détaillants des Etats-Unis d'Amérique et d'Europe ». En

se mettant ensemble, les deux continents représentent 75 % des consommateurs solvables, soit 3,5 milliards de personnes, et 60 % du PIB mondial. « Leurs besoins complémentaires en biens et services augmenteront et leurs relations financières et commerciales domineront l'économie mondiale ».

Mais l'Inde est-elle un partenaire stratégique pour la RDC ? Certainement. En dépit des opportunités économiques du pays, il se dégage un constat. Les européens, traditionnels partenaires de la RDC, perdent du terrain au profit des Indiens, des Chinois, etc. Après le départ des groupes industriels internationaux, les Indiens, Juifs, Pakistanais et Libanais ont trouvé une brèche pour occuper sans partage le vaste marché congolais. Avec leurs investissements, ils ont permis au pays de maintenir un filet industriel essentiel dans les secteurs de l'agro-alimentaire, du cosmétique, de la pharmacie, de la métallurgie et même des produits d'entretien ménagers. De plus en plus, les commerçants expatriés asiatiques (coréens, chinois, indiens, etc.) se distinguent dans la promotion de l'énergie solaire en RDC, principalement l'installation et la réparation des panneaux solaires.

Des voix s'élèvent pour déplorer la mauvaise qualité des produits asiatiques disponibles à Kinshasa. Mais c'est un autre débat.

Laurent Essolomwa

VSBG

La Lizadeel invite les prestataires judiciaires à appliquer la loi

La Ligue de la zone Afrique de défense des droits des enfants et élèves (Lizadeel) a, dans un communiqué, demandé aux prestataires judiciaires de respecter et d'appliquer la loi dans toute sa rigueur, en vue de décourager les auteurs des violences sexuelles basées sur le Genre (VSBG) surtout à l'encontre des mineures. Elle a émis le constat de la recrudescence de ces types des violences, particulièrement à Kinshasa.

En juin 2016, cette ONGD a répertorié 26 cas de viols sur mineures dans ses six espaces d'écoute destinés aux vulnérables, particulièrement aux femmes et aux enfants victimes des violences sexuelles à travers la ville de Kinshasa, a souligné la source. Notons qu'à ce sujet, quelques victimes des violences sexuelles ont été reçues par les responsables des centres d'assistance judiciaire pour enfants et mères, pour une assistance judiciaire et psychologique, ainsi que l'obtention d'une réparation. Pour ce faire, la ligue a demandé aux responsables commis à ce travail de sanctionner, suivant la rigueur de la loi, des bourreaux et des juges qui prononcent des verdicts fantaisistes. Les autorités judiciaires de la RDC sont invitées à appliquer la loi sur les auteurs des violences sexuelles basées sur le Genre.

Retenons que la Lizadeel est une organisation des hommes et femmes déterminés à aider les personnes vulnérables telles que les veuves et les orphelins déshérités, des femmes et enfants violés, dans un monde où la violence fait rage, et où le chaos moral règne au quotidien. Avec l'objectif d'aider l'humain dans la profondeur de son être, cette structure s'est spécialisée au cours des années dans la protection, ainsi qu'aux besoins et aux inquiétudes de plus de mille enfants et femmes ayant frappé à sa porte, larmes aux yeux et détresse dans les paroles.

La Lizadeel assure la prise en charge juridique au travers d'un collectif d'avocats membres de l'organisation, et s'emploie à la « detraumatization » des victimes des viols par les psychologues cliniciens ; la référence médicale dans les hôpitaux en convention ; la réinsertion socioéconomique après une formation professionnelle des concernés dans ses foyers sociaux. LONG dispose également d'un foyer social intégré, doté d'une maison d'hébergement transitoire et d'un centre de formation professionnelle avec trois filières, à savoir, coupes et coutures, esthétique et hôtellerie ; cela, pour apporter une réponse multisectorielle aux besoins de prise en charge en faveur des victimes.

Martin Enyimo

MINISTÈRE DE L'EMPLOI, TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE

Lancement des guides pratiques consacrés aux activités manuelles à l'école primaire

Ces manuels scolaires, œuvre du Prof. Willy Makiashi, vice-Premier ministre et ministre de l'emploi, travail et prévoyance sociale vise à contribuer à la préparation d'une jeunesse active.

La date du 2 juillet 2016 restera une date mémorable dans les annales du système d'enseignement en RDC en ce sens qu'elle a coïncidé avec le lancement des manuels scolaires devant servir dorénavant de supports didactiques aux élèves dans le cadre d'un apprentissage soutenu aux métiers manuels. « Activités manuelles à l'école primaire », tel est l'intitulé de ces guides pratiques qui couvrent les niveaux de première, deuxième et troisième année primaire avec, à la clé, une volonté clairement affichée, « de préparer l'élève à acquérir les aptitudes du dur labeur et les compétences pour une participation citoyenne au développement de la nation ». Pour donner un éclat particulier à cette publication de haute portée éducative, œuvre du Prof Willy Makiashi, vice-Premier ministre, ministre de l'Emploi, travail et prévoyance sociale, il a été procédé ce jour à son baptême de feu en présence d'éminentes personnalités de l'univers de l'enseigne-

ment et de la culture. Cadre choisi : Fleuve Congo hôtel.

Entouré par ses collègues Maker Mwangu et Jean Nengbangba respectivement ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la nouvelle citoyenneté, et ministre de l'Enseignement Technique et Professionnel, le Prof. Willy Makiashi a, pour ainsi dire, auréolé de son emprise cette cérémonie en étant au cœur de l'événement. Préfacé par le président de la République qui a exprimé toute sa satisfaction de voir la carence qu'accusait depuis l'indépendance le système scolaire en RDC en termes des manuels du travail être enfin comblée grâce à l'ingéniosité d'un membre du gouvernement, en la personne du Prof. Willy Makiashi, ces guides pratiques aiguillent l'intérêt de l'élève aux travaux manuels. « Les objectifs visés dans ces supports qui sont ceux de préparer l'exercice pratique des activités manuelles cristallisent la réforme sous-tendue par la loi cadre n°014/004 du 11 février 2014 de l'enseignement national en son exposé des motifs, essentiellement aux points 19 et 2, 13, 16, 18, 20 », précise l'auteur dans l'avant-propos.

Le rituel traditionnel de baptême

a été conduit par le représentant personnel du chef spirituel de l'Église Kimbanguiste qui a béni les manuels sur fond de sollicitation de la grâce divine afin d'assurer leur longévité. Bien avant, l'assistance a eu droit à la lecture, outre de la préface du chef de l'Etat, des notes officielles contenues dans ces manuels, du Premier ministre Matata Ponyo et des ministres Maker Mwangu et Jean Nengbangba. Dans leurs notes respectives, ces différentes autorités ont mit une emphase particulière sur l'importance de ces outils pédagogiques censés préparer les élèves à devenir des créateurs d'emplois, des techniciens et des inventeurs dans le futur après leurs études.

Enfin, le Prof. Willy Makiashi a clos la série d'allocutions en remerciant tous ceux qui ont concouru à la réalisation desdits manuels scolaires, citant au passage, le chef de l'Etat Joseph Kabila Kibange, le Premier ministre Matata Ponyo, ses collègues membres du gouvernement, le patriarche Antoine Gizenga et la première dame Marie Olive Lembe Kabila qui lui ont servi de source d'inspiration pour leur attachement dévoué à la culture champêtre, gage du développement du pays.

Alain Diasso

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA DE KINSHASA

Deux fictions congolaises à l'ouverture

S.O.S et Meta, des réalisations de cette année seront vues pour la première fois à la troisième édition et font partie des quatre films à l'affiche de l'événement qui fera de l'Institut français (IF) le pôle d'attraction des cinéphiles du 5 au 9 juillet.

Bimpa Production remet ça, mais cette fois à l'IF et non à la place de l'échangeur. Cela ne devrait pas beaucoup changer à l'ambiance, si ce n'est la fraîcheur des hauteurs du premier cadre où les projections en plein air se faisaient un peu à la merci du bon vent de la saison sèche, c'était là son charme. Le Festival international du cinéma de Kinshasa (Fickin), c'est déjà à partir de ce mardi soir. Quatre fictions sont programmées pour près d'une heure et demie de cinéma. Les avant-premières de S.O.S et Meta annoncées au lancement vont clôturer l'affiche de ce 5 juillet dont Rod zegwi dan Pikan donnera le ton suivi d'Alma. Pour en savoir plus sur les films congolais dont Tshoper Kabambi et Pitshou Tshiovo sont les réalisateurs respectifs, il ne faudra pas manquer la soirée initiale à la Halle de la Gombe.

L'île Maurice et le Cameroun seront à l'honneur de la soirée d'ouverture avec le pays hôte, à savoir la RDC qui aligne tout particulièrement les deux fictions précitées. Rod zegwi dan Pikan, le film expérimental du

Mauricien Azim Moollan, d'une durée d'à peine cinq minutes est le plus court de la série des quatre prévus à l'ouverture. Réalisé l'an dernier, il nous revient qu'il a un certain succès. En effet, il a notamment bénéficié de sept projections, à raison d'une par jour, au Festival international du court-métrage de Clermont-Ferrand (France), en février dernier. Mais encore, nous tenons de la presse mauricienne que Rod zegwi dan Pikan avait « déclenché des applaudissements particulièrement appuyés lors de sa projection en avant-première, à la soirée d'ouverture d'Île Courts 2015 », le Festival international du court métrage de Maurice. Cependant, il convient de noter que la liste des festivals auxquels le court métrage a été jusqu'ici sélectionné est bien plus longue. Après Clermont-Ferrand en février, depuis avril, il passe d'une rencontre à une autre chaque mois. Depuis, il a ainsi commencé par l'Athens International Film aux Etats-Unis et aux Rencontres du Film Court de Madagascar en avril, Film Leben Festival en Allemagne et ADAF-Athens Digital Arts Festival en Grèce, ainsi qu'au Short Film Corner dans le cadre du prestigieux Festival de Cannes en mai, et, à la seconde édition de l'élite Filmadrid en Espagne en juin dernier. Et, le Fickin vient

dès lors s'ajouter à cette belle liste qui n'en a pas fini de s'étoffer ce mois de juillet. Le passage de Rod zegwi dan Pikan dans les festivals emblématiques susmentionnés s'est accompagné de prix prestigieux, à l'instar du Zébu d'Or, octroyé dans la catégorie Animation Panafricaine à la 11e édition des Rencontres du Film Court de Madagascar.

Et, pour ce qui est d'Alma, le second film à l'affiche de la soirée d'ouverture, il a été le grand lauréat de la 6e édition du festival international de films de femmes, Mis Me Binga, l'an dernier, en juin. Retenez qu'il était alors le premier film camerounais à s'offrir son grand prix. La réalisatrice Christa Eka Assam incarne le rôle principal dans sa fiction dont la « grande qualité technique, qui allie bien le récit en voix off et celui des images », a été relevée à cet important rendez-vous du cinéma féminin au niveau continental. Un grand bien est dit du court métrage tenu pour le meilleur du Festival Ecrans noirs en juillet 2015 mais encore plus de son réalisateur. En effet, Eka Assam est tenue pour « la valeur sûre du cinéma camerounais ». Dans son Cameroun natal il ne fait aucun doute que son « naturel et la précision de son jeu rivalisent avec les actrices du monde entier ».

Nioni Masela



AFFAIRES FONCIÈRES

Les propriétaires terriens et fonciers non légaux dans le viseur du ministre Coussoud-Mavoungou

Le ministre des Affaires foncières et du domaine public, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, a mis en garde les terriens et fonciers qui n'ont pas une reconnaissance légale, les invitant à respecter les textes en vigueur. Cette menace a été faite le 4 juillet à Pointe-Noire lors d'une campagne de constatation du droit foncier et coutumier.

Les propriétaires terriens et fonciers, les responsables des administrations publiques concernées ont pris part à la réunion au cours de laquelle le ministre a fait une communication axée sur le respect des principes fondamentaux et réglementaires pour une meilleure gestion du foncier congolais. « Cette journée doit marquer le point de départ de la mise en place d'une convivialité foncière. Je tiens à ce que nous travaillions ensemble pour qu'on mette à table toutes nos difficultés et que l'on crée une ambiance foncière particulière. Les droits de propriété privée sur les sols doivent faire l'objet



Le ministre Coussoud-Mavoungou lançant la campagne crédit photo «Adiac»

d'une reconnaissance officielle », a-t-il dit d'emblée avant de citer les différentes dispositions réglementaires en la matière en République du Congo telle la loi 10-2004 du 26 mars 2004 fixant les principes généraux applicables au régime domanial et foncier. Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou a aussi rappelé le décret n° 2006-255 portant institution, attribution, composition

et fonctionnement d'un organe ad hoc de reconnaissance des droits fonciers coutumiers et le décret n° 256 portant institution, attribution, composition et fonctionnement d'un organe ad hoc de constatation des droits fonciers coutumiers avant de citer l'arrêté n° 7642 du 8 octobre 2010 portant interdiction des lotissements des terres issues des droits fonciers et coutumiers sur toute

l'étendue du territoire national. La commission technique d'urbanisme, a dit le ministre, est la seule habileté à approuver les termes d'un lotissement. Tout lotissement réalisé au mépris de la loi est nul et de nul effet. Tout contrevenant s'expose aux sanctions prévues par les textes en vigueur. « À Pointe-Noire, près de 80% des terriens et fonciers n'ont pas une reconnaissance légale.

Une grande partie des affaires pendantes au tribunal viennent du foncier. Je veux mettre fin à ce désordre. Après cette réunion, je souhaiterais que les vieilles pratiques décriées disparaissent. Que les topographes, géomètres véreux qui se promènent de circonscription en circonscription cessent avec ces habitudes car la loi sera implacable », a averti Coussoud-Mavoungou.

Il a de même fustigé les comportements de certains citoyens qui bradent les terres dans le périmètre du marché central, ce qui met à mal la souveraineté nationale. La spoliation du domaine public notamment au centre ville et dans certains quartiers de la ville a été également condamnée par le ministre. « Que ceux qui se sentent concernés changent de comportement. Je voudrais que ces choses ne se reproduisent plus et que les autorités du département prennent leurs responsabilités », a conclu le ministre.

Hervé Brice Mampouya

EGLISE CHRISTIANISME PROPHÉTIQUE EN AFRIQUE

Antoine Lassy investi officiellement pasteur supérieur

La cérémonie d'investiture du nouveau chef de l'Eglise christianisme prophétique en Afrique (CPA), le pasteur supérieur Antoine Lassy a eu lieu dimanche 3 juillet au complexe sportif de Pointe-Noire en présence de plusieurs autorités civiles et militaires des départements de Pointe-Noire et du Kouilou accompagnés de nombreux fidèles de cette église de la République du Congo, ceux venus de la République d'Angola et de divers invités

Cette cérémonie a débuté par une grande prière générale de l'ensemble des personnes présentes à ces retrouvailles. Prenant ainsi la parole à l'occasion de cette rencontre, le nouveau chef de cette Eglise, le pasteur supérieur Antoine Lassy a remercié l'ensemble des membres de son église et des divers invités présents à cette cérémonie. Il a aussi rappelé que cette journée était à la fois significative pour son église et le Congo tout entier.

« Les membres de cette église ont l'obligation de respecter les valeurs spirituelles enseignées par le prophète SRI Lassy Simon Zéphirin sur lesquelles se repose la doctrine du christianisme prophétique en Afrique et basée sur les évangiles du seigneur Jésus Christ. Depuis la disparition du fondateur du CPA, il y a environ 42 ans, l'église a connu des moments de turbulences, ainsi j'exhorte que la paix puisse régner dans cette église qui a pour mission principale la prédication de l'évangile au nom du seigneur Jésus Christ. Pour cela j'invite l'ensemble des adeptes de l'Eglise christianisme prophétique en Afrique à la fraternité, à la solidarité sincères en vue d'assurer l'élévation spirituelle des membres et la paix à travers l'ensemble du pays et au-delà des frontières nationales du Congo », a-t-il indiqué.

Rappelons que pour les organisateurs de



Le nouveau chef de l'Eglise CPA, le pasteur supérieur Antoine Lassy/Photo Adiac:

cette cérémonie, le CPA est une église fondée par le prophète, SRI Lassy Simon Zéphirin sous l'inspiration divine le 5 juillet 1948 à 23 heures 45 à Dolisie, situé dans le département du Niari au Congo. Il a prêché la conversion pour le salut des âmes.

Cette conversion est un acte de foi par lequel le prophète croit en Jésus Christ et à tout ce que le seigneur lui révélera à travers le saint-esprit conformément à l'épître de Paul à Romain au chapitre 8 au verset 16 qui stipule : « Car tous ceux qui sont conduits par l'esprit de Dieu sont fils de Dieu ».

Cette église a connu beaucoup de successeurs après la mort de son fondateur en 1974. L'actuel chef de cette église, le

pasteur supérieur Antoine Lassy est fils du prophète fondateur de l'église, SRI Lassy Simon Zéphirin. Il est l'unique fils choisi par son père pour conduire les destinées de cette église. Il remplace à ce poste Gaspard Sakala qui assurait l'intérim pendant quelques années.

A travers cette intronisation, la prophétie du fondateur de cette église vient de s'accomplir. Le prophète SRI Lassy Simon Zéphirin est aussi le premier membre d'honneur de l'église universelle. Le qualificatif SRI qui précède le nom du prophète signifie « prophète des prophètes », il lui a été attribué après avoir passé plusieurs épreuves spirituelles en Inde et aux Etats-Unis.

Séverin Ibara

DISPARITION

Guy Patrick Dékambi repose pour l'éternité à Vindoulou

Décédé le 19 juin de suite d'un accident de circulation à Pointe-Noire, l'arbitre fédéral de la Ligue de football du Kouilou, Guy Patrick Dékambi, a été porté en terre le 30 juin au cimetière de Vindoulou dans la ville océane

Guy Patrick Dékambi a débuté sa carrière d'arbitrage en juin 2007 comme arbitre stagiaire. En mars 2009 il passe arbitre ligue. Passionné par son métier, la même année en septembre, celui qui se surnommait Wamène passe arbitre fédéral à l'issue d'un test, ce, jusqu'au jour où la mort l'a emporté brutalement le privant de l'affection des siens. Soulignons que la veille de son décès, il avait fait un dernier match du championnat.

Les sportifs de Pointe-Noire, joueurs, entraîneurs, dirigeants des clubs, journalistes sportifs et supporters ont rendu un grand hommage à l'illustre disparu au Complexe sportif de Pointe-Noire en présence du 4e vice-président de la Fédération congolaise de football (Fécofoot), Paul Victor Fouagni qui a déposé une gerbe de fleurs.

Le match d'exhibition opposant les arbitres aux entraîneurs a été remporté par les entraîneurs, 3-1. Guy Patrick Dékambi faisait partie aussi du club des marcheurs. Il quitte le monde à 51 ans laissant en vie une veuve et un enfant.

La Ligue et les entraîneurs ont regretté non seulement son amour du métier mais aussi sa disponibilité à servir le football dans le Kouilou. « Guy Patrick Dékambi était un arbitre disponible à rendre service à la Ligue du Kouilou dans toutes les circonstances. Même quand il arrivait au stade en veste, si l'arbitre programmé n'est pas il était toujours disponible à le remplacer. Il aimait son métier », a témoigné Ndoumbé Makaya, l'entraîneur de Pigeon Vert. Que son âme repose en paix.

Charlem Léa Legnoki

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

AC Léopards de Dolisie confirme sa bonne dynamique

Les Fauves du Niari ont disposé de l'Etoile du Congo 2-0, le 3 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat grâce à des buts de Moïse Nkounkou et de Gloire Yila Dibata. Avec 57 points, l'Athlétic club Léopards de Dolisie met toutes les chances de son côté pour remporter son troisième titre national après 2012 et 2013. Mais, il est encore très tôt de l'affirmer.

Pour le compte de la 23e journée du championnat national d'élite direct Ligue 1, l'AC Léopards de Dolisie, le leader, rendait visite à son dauphin l'Etoile du Congo. Si le leader a conservé son fauteuil avec cinq longueurs d'avance, l'Etoile du Congo a, quant à elle, cédé la deuxième place par la pression de Jeunesse sportive de Talangaï (JST). La JST a tiré son épingle de jeu le 4 juillet face à la Jeunesse sportive de Poto-Poto qu'elle a dominée 2-1. La JST (52 points) devance désormais l'Etoile du Congo de trois longueurs.

Et pourtant face aux Léopards de Dolisie, l'Etoile du Congo n'a pas démerité. Elle s'était montrée à la hauteur de ce choc. Très entrepreneurs, les Stelliens ont payé le prix du réalisme avant de perdre le match sur un petit détail. La sortie de Kapila Luanyi pour Daddy Tshimanga était, sans nul doute, le tournant du match.



Moïse Nkounkou félicité par ses coéquipiers après l'ouverture du score (Photo Adiac)

Les Léopards ont su bien exploiter ce vide en mettant des joueurs qui vont vite dans les couloirs, à l'instar de Moïse Nkounkou. C'est d'ailleurs lui, qui débloque la situation à la 73e minute. L'ancien stellien, lancé en profondeur par Merveil Ndockyt, fait parler sa technique en éliminant le défenseur de l'Etoile du Congo qui venait à sa rencontre avant de bien ajuster Pavhel Ndzila, le portier de l'Etoile du Congo.

Les Fauves du Niari ont ensuite mis la main sur la rencontre

jusqu'à ce que Gloire Yila Dibata décroche un missile qui vient se loger dans la lucarne de Ndzila à la 84e minute. Une victoire très positive pour l'AC Léopards qui reflète la dynamique actuelle. « Nous prenons match par match. On ne s'occupe pas de ceux qui nous suivent derrière. A chaque match correspond à un type de concentration et je pense qu'aujourd'hui, on s'était concentré sur l'Etoile du Congo. Nous sommes en train de nous concentrer sur

le prochain adversaire. Mais notre objectif c'est d'abord de creuser l'écart au niveau du championnat pour qu'on puisse mieux se concentrer sur la coupe du Congo. Je crois que l'objectif c'est gagner les trophées mis en jeu pas la fédération », a commenté Guillaume Illunga, l'entraîneur de l'AC Léopards de Dolisie. En rappel, depuis que le colonel Rémy Ayayos Ikounga a pris les rênes des Léopards en 2008, l'Etoile du Congo n'a plus jamais battu l'AC Léopards.

Le meilleur résultat des jaunes et or face aux Léopards de Dolisie depuis près de huit ans est un match nul.

« C'est le manque de réalisme au niveau de nos attaquants. Je crois que s'ils étaient réalistes, on aurait dû marquer les buts mais ce sont des choses qui arrivent. Nous allons essayer encore de travailler là-dessus devant les buts pour que les attaquants comprennent que pour gagner il faut marquer. Nous avons été débarqués de la coupe du Congo, le seul objectif qui nous reste c'est le championnat, nous sommes condamnés à relever la tête. C'est justement à travers ces erreurs que nous allons corriger pour aller de l'avant », a déclaré Roger Elie Ossiété, le coach de l'Etoile du Congo.

L'autre match de la journée a vu le FC Kondzo dominer l'AS Cheminots sur un score de 2-0. Parfait Batchi avait marqué contre son camp en détournant le centre de Anaël Bakaki à la 28e minute. Ce dernier a offert un avantage plus conséquent au FC Kondzo, en marquant dans les dernières secondes du match. Le FC Kondzo a ainsi amélioré son compteur à 31 points devant l'AS Cheminots (26).

James Golden Eloué

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le Pdarp octroie des moyens roulants aux producteurs congolais

Trente et trois groupements d'agriculteurs, d'aviculteurs, de pisciculteurs et de transformateurs de Brazzaville et Pool ont reçu, ce lundi, chacun un triporteur et des kits pour un montant total de 178 857 430 FCfa. Ces moyens de déplacement, selon le Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdarp), visent à réduire la pénibilité du travail des producteurs congolais.

Outre les moyens roulants pleins d'essence, les producteurs agricoles ont également reçu des casques, des gants, des bâches et une licence d'assurance d'une année. La cérémonie de remise de ces matériels agricoles s'est déroulée lundi à Brazzaville en présence des cadres du ministère de l'Agriculture, du Pdarp, des responsables de groupements agricoles et des partenaires au développement.

« Le gouvernement congolais ne ménage aucun effort pour apporter la réponse aux préoccupations des producteurs que vous êtes avec l'appui des partenaires techniques et financiers tel que la Banque mondiale dans le cadre du Pdarp », a déclaré Michel Elenga, directeur de cabinet au ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche. Le directeur de

conditions de travail et le développement des activités agricoles au Congo. Cependant, « un contrôle régulier sera fait dans ce sens par

nement congolais et l'appui de la Banque mondiale, l'une des bénéficiaires Noelle Nt-siessie Kibounou a souligné que les biens reçus vont aider les producteurs à développer

tés du Pdarp », a insisté la responsable du groupement Makedika basé à Mayanga. Selon le Pdarp, au total 76 triporteurs vont être distribués à plus de 76 groupements



Un échantillon de triporteurs

cabinet a par ailleurs invité les bénéficiaires à bien entretenir et utiliser ces différents

le Pdarp », a indiqué Michel Elenga. Saluant le geste du gouver-

avantage des microprojets. « Notre satisfaction sera de voir pérenniser les activi-

d'agriculteurs, aviculteurs et pisciculteurs installés dans onze départements du pays.

Fiacre Kombo